Les dossiers
d'*Économie et Politique*

1917
2017
Expériences révolutionnaires



La révolution d'Octobre 1917 a ouvert des horizons inattendus à l'expérimentation révolutionnaire. Tous les terrains ont été défrichés, de l'économie jusqu'aux arts. Échecs ou réussites, ces novations ont puisé dans les conditions historiques et politiques du moment, dans le cadre théorique du marxisme et dans l'ambition des luttes sociales, les moyens d'une tentative de dépassement du capitalisme comme du libéralisme.

L'approfondissement de la crise systémique du capitalisme aujourd'hui réactualise l'enjeu d'une nouvelle expérience révolutionnaire. L'échec des politiques libérales à sortir de la crise d'abord, puis l'effondrement de la social-démocratie d'accompagnement et sa mutation libérale progressive, en France, en Europe et dans le monde, tout comme l'enfermement dans de vieux repères sclérosants d'une partie de la gauche de transformation sociale, tout cela appelle à la réouverture du chantier. « Il y a besoin de construire un vaste rassemblement unitaire de tout le peuple de gauche, et au-delà, jamais en rabattre sur l'audace sociale et démocratique, avec des propositions se démarquant nettement de la droite par une cohérence alternative et susceptible d'être développée dans les luttes nouvelles à organiser », nous dit Yves Dimicoli. Démarche dans laquelle le PCF a tout son rôle à jouer. C'est le sens de ce dossier.



NEUF LEÇONS SUR L'ANTHROPONOMIE SYSTÉMIQUE

Cet ouvrage répond à la question « qu'est-ce que l'anthroponomie ? », c'est-à-dire l'ensemble des aspects non économiques de la vie humaine, dont on peut donner une définition positive à travers quatre moments : moment parental, moment travail, moment politique, moment informationnel. Paul Boccara pose la question de la « portée possible du projet anthroponomique ». Ce qui est en jeu, c'est une contribution à la création d'une civilisation nouvelle qui se cherche à travers la crise si profonde de notre société et du système-monde. Face au silence des sciences humaines, stérilisées par une excessive spécialisation, cet ouvrage entend mener une théorisation transdisciplinaire qui dépasse la simple juxtaposition de résultats fragmentaires et dispersés.

Disponible à Économie et Politique

1920-2018 Un nouvel apport du PCF est indispensable

Intervention prononcée à Tours le 14 juin 2008 à l'occasion des 3es rencontres nationales des communistes

Yves Dimicoli

Il y a dix ans, en un moment où l'existence du PCF en tant que parti révolutionnaire était déjà mise en cause, Yves Dimicoli avait eu l'occasion de rappeler l'actualité de certains choix cruciaux faits à Tours en 1920 et d'appeler à une transformation du Parti pour répondre aux enjeux du 21e siècle.

Certains choix cruciaux faits à Tours en 1920 demeurent d'actualité :

– c'est, d'abord, la nécessité affirmée d'un parti révolutionnaire ancré dans les luttes, depuis les entreprises ;

– c'est aussi la nécessité d'une théorie révolutionnaire pour ne pas être suiviste des idées dominantes et accomplir une œuvre transformatrice, avec le rôle irremplaçable du marxisme ;

– c'est, encore, le rejet de l'électoralisme, sans mésestimer l'importance des élections et du rôle des élus.

À Tours, jadis, une immense majorité des délégués exprimait son exigence d'en finir avec une conception du débat coupée de l'organisation de luttes pratiques. Elle réclamait une « unité d'action révolutionnaire » des militants, au lieu de leur paralysie par un type de débat asservi aux manœuvres de sommet.

La question de l'existence du PCF ne se pose pas en soi ou pour soi, mais en tant qu'elle exprime le choix d'une option révolutionnaire dans des conditions historiques données. Aujourd'hui, elle renvoie inséparablement à trois dimensions mêlées :

– la nécessité d'un combat transformateur face aux tentatives de « révolution conservatrice » des droites en France, en Europe et dans le monde ;

– le devenir de la gauche et de son rassemblement ;

– les besoins et possibilités, désormais beaucoup plus mûrs, d'une révolution réussie avec un dépassement de civilisation du fait des antagonismes engendrés par les tentatives capitalistes de répondre aux défis actuels.

L'objectif de dépassement est essentiel. Il a acquis une crédibilité nouvelle avec la maturation de la crise systémique du capitalisme.

La critique grandit de toute part contre la domination des marchés et le libéralisme. Et puis, il y a cette prise de conscience progressant dans nos rangs de la nouveauté de la situation, d'un avenir pour le PCF avec l'actualité d'un combat révolutionnaire rassembleur.

Oui, il faut mesurer la nouveauté de la situation s'affirmant depuis la fin des années 1990 au lieu de rester accroché à la recherche de solutions de moindre mal quand, avec la perte de certitude que le capitalisme est en crise, et avec l'effondrement des vieux repères révolutionnaires, on a pu désespérer d'en construire de nouveaux.

Soyons attentifs à la conjonction d'évènements politiques récents.

C'est d'abord, après le double échec avéré de la « gauche plurielle » et des collectifs antilibéraux, notre assemblée extraordinaire de décembre dernier. Elle a exprimé un attachement formidable des communistes à l'existence du PCF et elle a témoigné de leur conscience, pour pouvoir le continuer, de devoir le transformer audacieusement.

C'est aussi le défi de la LCR qui entend capter l'aspiration à une transformation sociale radicale sans proposer d'éléments pour une construction alternative réaliste, ce qui tend à neutraliser cette aspiration au profit d'un bipartisme avec des alternances sans alternative.

C'est, enfin, l'échec fracassant de la « gauche unie » en Espagne, mais aussi de la coalition « Arc-en-ciel » en Italie.

Je tire de tout cela qu'il faut refuser tout effacement du PCF et, au contraire, le développer comme force autonome et rassembleuse, à partir de ses meilleurs acquis, de ses avancées récentes, comme la « Sécurité d'emploi ou de formation » et un nouveau crédit, et pour de nouvelles avancées, particulièrement sur les services publics.

Je conteste l'idée que nous aurions définitivement échoué à nous transformer et que nous aurions tout à inventer. Au contraire, osons

enfin prendre en mains nos idées les plus neuves. Cela requiert un double engagement de direction :

– organiser l'action et ne pas se contenter de débats où nos propositions sont abordées de façon allusive ;

– analyser, pour les dépasser, nos biais récurrents dans le travail de rassemblement avec la tendance à l'effacement du PCF, le poids grandissant de l'électoralisme, le tout marchant de pair avec le recul de la formation à un marxisme vivant.

Cela nécessite d'opérer de très profondes transformations en visant une véritable novation de notre organisation.

Il y a besoin de construire un vaste rassemblement unitaire de tout le peuple de gauche, et au-delà, mais sans jamais en rabattre sur l'audace sociale et démocratique, avec des propositions se démarquant nettement de la droite par une cohérence alternative et susceptibles d'être développées dans des luttes nouvelles à organiser.

Ce nouvel apport du PCF est indispensable, car la France a besoin de sa double originalité, tant vis-à-vis du réalisme de conciliation du PS que de la radicalité chimérique et sectaire de l'extrême gauche, avec :

– des mesures réalistes et la possibilité de participer au gouvernement ;

– et en même temps, des mesures de portée révolutionnaire et le développement, en toutes circonstances, de luttes indépendantes dès le terrain.

C'est en construisant leur « unité d'action révolutionnaire » que les communistes pourront faire de leur diversité une richesse vraiment créative et œuvrer à un vaste rassemblement unitaire de tout le peuple de gauche. ■■■

Lénine, un grand théoricien marxiste

Paul Boccara

Dans le premier volume de son ouvrage *Théories sur les crises, la suraccumulation et la dévalorisation du capital*, Paul Boccara étudie systématiquement les différentes explications des crises économiques qui se sont affrontées dans l'histoire de la pensée économique, des classiques du début du XIXe siècle à nos jours. Il prend pour fil conducteur l'opposition entre les théories qui expliquent les crises, de façon « unilatérale » par l'insuffisance de la consommation, et celles qui les expliquent, de façon tout aussi unilatérale, par son excès. « Les théories surconsommationnistes se réfèrent à l'excès des consommations, qu'il s'agisse de l'excès des revenus salariaux contre le profit ou qu'il s'agisse de l'excès de consommation, tous revenus confondus, contre l'investissement, écrit Paul Boccara. Elles ont en outre leurs correspondances dans les théories de la sous-épargne ou d'insuffisance d'épargne, contre l'investissement, insistant sur les dimensions monétaires du processus, comme notamment le rôle du crédit. Les théories sous-consommationnistes se réfèrent à l'insuffisance des consommations, et donc de la demande des produits résultant de la mise en œuvre des capitaux accumulés, qu'il s'agisse des consommations salariales ou de l'ensemble des consommations. Elles ont également leurs correspondances dans les théories de la surépargne ou de l'excès d'épargne contre la consommation et la demande, renvoyant également aux dimensions monétaires de l'analyse de la suraccumulation. » Dans cette grille de lecture, les travaux économiques de Lénine constituent un effort remarquable pour dépasser ces oppositions sous la forme d'une théorie « dualiste », cherchant à s'appuyer sur les éléments de synthèse indiqués par Marx, notamment dans le livre III du *Capital*, qui ouvriront la voie à de nouveaux développements au XXe siècle. Nous publions dans les pages suivantes des extraits du chapitre consacré à l'analyse des crises par Lénine dans l'ouvrage de Paul Boccara.

La théorie de l'accumulation ou des crises par Vladimir Ilitch Lénine : une théorie dualiste

Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine, s'attache aux analyses se réclamant de Marx sur l'accumulation du capital. Son analyse des conditions de l'accumulation de type dualiste débouche évidemment sur celles des limites et des excès de l'accumulation. S'il ne traite pas précisément de ces limites, il introduit à un dépassement des analyses unilatérales traditionnelles de la suraccumulation auxquelles il se confronte. Le principal problème concret étudié dans les premiers travaux économiques de Lénine – au-delà de celui des crises – est celui du développement du capitalisme, dans un pays arriéré comme la Russie tsariste, avec d'ailleurs la préoccupation des voies que ce développement économique offre au mouvement révolutionnaire russe.

Déjà, les économistes russes dits « populistes »[1] comme V. Vorontsov et N. Danielson adoptent, vers 1880-1895, à propos de l'accumulation capitaliste et de ses limites, un point de vue lié étroitement aux analyses sous-consommationnistes. Leur théorie se rattache plus exactement à celle de Sismondi, malgré une certaine influence des conceptions marxistes sur Danielson notamment.

Les populistes peuvent ainsi écarter la voie capitaliste du développement en Russie et prôner un développement nouveau conforme aux traditions de la Communauté agraire. En raison de l'impossibilité alléguée de la réalisation intérieure du profit ou de la plus-value et de l'accaparement des marchés extérieurs (censés fournir la seule solution pratique) par les pays capitalistes avancés, cette voie capitaliste est considérée comme soit impossible, soit catastrophique, conduisant le pays à la misère et à la décadence.

Cette vision unilatérale du développement du capitalisme en Russie va susciter une critique vigoureuse des marxistes russes. Ceux-ci insistent notamment sur la possibilité d'appliquer à la Russie arriérée, encore largement agraire et même non capitaliste, la théorie de Marx de l'accumulation du capital, élaborée à partir de la situation de l'Europe occidentale, en raison du développement du capitalisme. Cependant, cette critique va manifester elle-même des excès unilatéraux. En particulier, ceux que l'on appellera plus tard les marxistes « légaux[2] », comme Tougan-Baranowsky dans son étude déjà examinée sur les crises industrielles en Angleterre, veulent nier totalement les limites posées par la consommation (personnelle) en économie capitaliste. L'attitude de Vladimir Ilitch Lénine – qui fait alors ses premières armes théoriques – se caractérise par un effort progressif pour affirmer un point de vue dualiste de la conception dialectique issue de Marx. Dès le départ, il tend à critiquer les excès anti sous-consommationnistes de certains marxistes, comme G. Krassine. Si, par ailleurs, sa propre critique des positions populistes et de leur inspirateur avoué Sismondi est, au début, quelque peu sous l'influence d'un marxiste « légal » comme Tougan-Baranowsky, il va se dégager rapidement de cette influence. Il va aussi critiquer Tougan-Baranowsky et affirmer nettement une position au moins dualiste concernant l'accumulation et sa réalisation en économie capitaliste, voire plus précisément les crises.

[…]

Lénine va lui aussi développer sa critique des populistes et de la sous-consommation en remontant aux conceptions de Sismondi. Dans son ouvrage de 1897, *Pour caractériser le romantisme économique (Sismondi et nos sismondistes nationaux)*, (Éditions en langues étrangères, Moscou, 1954), Lénine, tout en critiquant les erreurs de Sismondi et des populistes, tend à être influencé, dans une certaine mesure, par Tougan-Baranowsky et sa réfutation unilatérale de la thèse sous-consommationniste des crises.

Lénine fait certes dans cet ouvrage une critique largement justifiée du point de vue sous-consommationniste de Sismondi.

Celui-ci considérait, d'ailleurs, non seulement le problème des crises, mais, en même temps, celui du développement du capitalisme aux dépens de la petite production patriarcale. Lénine critique la tendance à insister sur le resserrement du marché intérieur[3].Il rappelle que le développement du capitalisme crée le marché intérieur.

D'une façon générale, Lénine souligne la tendance de Sismondi à réduire la réalisation à la consommation personnelle, la négligence de la consommation dite productive, c'est-à-dire la consommation des moyens de production *(Ibidem*, p. 23), ainsi que celle de la part des moyens de production, consommés dans la production annuelle *(Ibidem*, p. 14-19).

Il affirme, en conséquence, en considérant cette fois les crises elles-mêmes, la fausseté de l'explication des crises par l'impossibilité de la réalisation du produit (en particulier de la plus-value) par la consommation des ouvriers et des capitalistes (*Ibidem*, p. 20 et 38).

« C'est ce défaut de proportion entre la production et la consommation que Sismondi considérait comme la cause fondamentale des crises ; et il mettait au premier plan la consommation insuffisante de la masse du peuple, des ouvriers. Aussi, la théorie des crises de Sismondi […] est-elle dans la science économique un spécimen des théories qui attribuent la crise à la sous-consommation. » *(Ibidem*, p. 25.)

Lénine donne un exposé « des plus succincts » de la solution marxiste de la réalisation par les ventes concernant l'échange des moyens de production contre des objets de consommation, permettant de réaliser la plus-value et le salaire de la section I contre le capital constant des moyens de production utilisés par la section II de production des moyens de consommation, ainsi que l'échange à l'intérieur de la section I permettant de réaliser le capital constant de cette section (*Ibidem*, p. 29). Dans ces conditions, les moyens de production sont échangés éventuellement contre des objets de consommation, en raison des « deux formes totalement différentes du produit social » (*Ibidem*, p. 28).

Mais, d'un autre côté, malgré ses réserves concernant l'adoption du point de vue de Smith par Ricardo, Lénine tient à prendre ici parti, de façon unilatérale, pour Ricardo contre Sismondi, à propos des crises et donc de la suraccumu-

1. V.F. Vorontsov (V. V.), *Destinées du capitalisme en Russie* (1882), *Nos tendances* (1883), *Esquisse d'une théorie de l'économie politique* (Saint-Pétersbourg, 1895). N. Danielson (Nikolai), *Esquisses de notre économie sociale après la réforme* (Saint-Pétersbourg, 1893).

2. Sorte de « compagnons de route » des révolutionnaires marxistes, occupant des positions officielles et s'exprimant avec succès dans l'Université et les publications économiques vers 1895.

3. « Sismondi… oubliant ses réserves… déclare tout net : « Ainsi donc, par la concentration des fortunes, le marché intérieur se resserre toujours plus (!) et l'industrie est toujours plus réduite à chercher ses débouchés dans les marchés étrangers. » (*Pour caractériser le romantisme économique*, p. 11).

lation. « Sismondi, affirme-t-il, n'a absolument rien compris à l'accumulation capitaliste, dans la vive polémique qu'il avait engagée sur cette question avec Ricardo, la vérité s'est trouvée être, en somme, du côté de ce dernier. Ricardo affirmait que la production crée elle-même son marché, alors que Sismondi le niait et fondait sur cette négation sa théorie des crises […]. Effectivement, la production crée elle-même son marché. » (*Ibidem*, p. 30.)

En réalité, comme Lénine le reconnaîtra par la suite, la production ne crée elle-même son propre marché que jusqu'à un certain point.

En outre, Sismondi a une position moralisatrice ou pour parler comme Lénine, sentimentale et romantique. Il « fait la leçon » au capitalisme en lui reprochant d'oublier la consommation. Il ne voit pas la nécessité objective de cette contradiction de la production et de la consommation (personnelle) dans le cadre du capitalisme, pas plus que son caractère progressif, exprimant le progrès des forces productives matérielles.

Aussi Lénine, rappelant que Sismondi parle de l'erreur de ceux qui excitent à une production illimitée (*Ibidem,* p. 21), remarque: « Ce développement des forces productives de la société sans un développement correspondant de la consommation est certes une contradiction, mais une contradiction qui s'observe dans la réalité, découle de la nature même du capitalisme et qu'on ne saurait esquiver en recourant à des phrases sentimentales. » (*Ibidem*, p. 36.)

Lénine rappelle que Sismondi déclare que « la jouissance est le seul but de l'accumulation », que « la consommation détermine une reproduction » *(Ibidem*, p. 21) et qu'il souligne les calamités qui résultent de l'attitude qui consiste à prendre les moyens comme fin et à anticiper la demande par la production. Il évoque le jugement analogue de N. Danielson soulignant « le but de toute production ». Il conclut: « Ces deux auteurs […] font preuve d'une incompréhension totale de la nature de l'accumulation capitaliste » (*Ibidem*, p. 33).

Effectivement, Sismondi et Danielson posent le but « consommation » de toute production et lui opposent l'erreur « funeste » des capitalistes, au lieu de voir que l'accumulation capitaliste ne peut avoir pour but motivant la consommation et que ses buts spécifiques, le profit et l'accumulation, déterminent, selon Lénine, son caractère progressif par rapport à la petite production.

Néanmoins, ce faisant, Sismondi, contrairement à Say et Ricardo, voit qu'on ne peut faire abstraction des limites posées par la consommation personnelle, bien qu'il les érige en une barrière absolue et permanente. Comme Lénine le reconnaîtra par la suite, en reprenant les textes du livre III du *Capital*, si le but déterminant de la production capitaliste n'est pas la consommation (personnelle, non productive), en fin de compte, les moyens de production débouchent sur la production d'objets de consommation et, en dernière analyse, l'accumulation rencontre donc aussi les limites de la consommation des masses.

Au contraire, Say et Ricardo, s'attachant en fait au caractère objectif de « la production pour la production » capitaliste, insistent sur le fait que la contradiction entre production et consommation est sans cesse surmontée, au lieu de voir comment le mouvement qui surmonte la contradiction approfondit en même temps ses potentialités, développe le caractère antagonique de l'accumulation capitaliste jusqu'à la rupture. Ils nient avec les limites de la réalisation et de la consommation, la surproduction capitaliste elle-même.

Lénine insiste sur le rôle du capital constant ou des moyens matériels de production dans la réalisation, qui est de permettre de dépasser la contradiction entre production et consommation personnelle. Il souligne que Ricardo comme Sismondi négligent le capital constant des moyens matériels de production, sous l'influence d'Adam Smith. Toutefois, le capital constant ne permet pas seulement de surmonter la contradiction, il l'approfondit en développant l'antagonisme interne du capital. Or Sismondi se réfère, à sa façon bien sûr, à cette conséquence de l'accroissement du capital dit constant. Il met le doigt, en fait et indirectement, sur le rôle crucial de l'élévation de la composition organique du capital, entre moyens matériels et travail

Lénine rappelle que Sismondi déclare que « la jouissance est le seul but de l'accumulation », que « la consommation détermine une reproduction » et qu'il souligne les calamités qui résultent de l'attitude qui consiste à prendre les moyens comme fin et à anticiper la demande par la production.

salarié, élévation approfondissant la contradiction interne entre travail passé accumulé et travail vivant productif. Il le fait bien sûr de façon unilatérale, en ne considérant que la relation d'une telle élévation (sous l'effet de la concurrence sur le marché) avec les limites de la réalisation par l'intermédiaire des limites de la consommation ouvrière, au lieu de voir l'aspect production de profit de la question.

[…]

Pourtant, dans son fond, la position critique de Sismondi met en relief (bien que de façon unilatérale) l'optimisme apologétique de Say et Ricardo, niant le rôle des limites de la consommation. Si la production détermine la consommation, c'est jusqu'à un certain point, contrairement à l'inversion de la position de Sismondi par Say.

C'est dans cette critique par Sismondi des conceptions communes de Say et de Ricardo que Marx voyait le mérite éclatant de Sismondi. Aussi Lénine doit citer le jugement de Marx sur la supériorité spécifique de l'analyse de Sismondi. Il rappelle que dans la *Contribution à la critique de l'économie politique*, Marx affirme : « Si, avec Ricardo […] l'économie politique tire sans crainte ses dernières conséquences et s'achève ainsi, Sismondi parachève cet achèvement en ce qu'il représente les doutes qu'elle a d'elle-même […] Ainsi, commente Lénine, pour l'auteur de *La Critique*, le rôle de Sismondi se ramène à ceci qu'il a soulevé la question des contradictions du capitalisme et de la sorte posé à l'analyse un nouveau problème à résoudre. » *(Ibidem,* p. 82.)

En fait, au cœur de la position de ce problème se trouve la thèse selon laquelle la production ne suffit pas à créer à elle-même son propre débouché.

Au centre des « hypocrites apologies » du capitalisme des économistes selon Marx, se trouve, précisément, la fameuse loi des débouchés de J.-B. Say, adoptée par Ricardo, selon laquelle la production créant elle-même son débouché, la surproduction générale est impossible[4]. Pour cette soi-disant loi, Marx n'a pas de mots assez durs dans *La Contribution à la critique* comme dans *Le Capital*. C'est sur cette question des débouchés que Sismondi a engagé une vive polémique contre Ricardo, Mac Culloch et Say qu'évoque Lénine.

[…]

C'est dans la première partie de son grand ouvrage de 1899, *Le Développement du capitalisme en Russie*, que Lénine va affirmer, de façon particulièrement nette, le caractère dualiste, sinon dialectique, de la théorie de la réalisation de Marx du point de vue du problème du marché intérieur.

Il évoque l'accroissement de la production capitaliste et du marché intérieur plus rapide sous la forme de moyens de production que sous celle d'objets de consommation, en raison de la loi générale de la production capitaliste selon laquelle le capital constant s'accroît avec plus de rapidité que le capital variable. Mais il souligne l'indépendance seulement « jusqu'à un certain point » vis-à-vis de la consommation individuelle de l'extension du marché, dépendant en dernière analyse de la consommation personnelle (*Le Développement du capitalisme en Russie).*

« Ainsi, l'extension du marché intérieur pour le capitalisme est jusqu'à un certain point "indépendante" de l'accroissement de la consommation individuelle, étant due plutôt à la consommation productive. Ce serait cependant une erreur que de concevoir cette "indépendance" en ce sens que la consommation productive est complètement séparée de la consommation individuelle ; la première peut et doit être plus rapide que la seconde (c'est à cela que se borne son "indépendance"), mais il va de soi qu'en dernière analyse la consommation productive reste toujours rattachée à la consommation individuelle. » *(Ibidem*, p. 36-37.)

Il poursuit : « Le fait que la production (et, par suite, le marché intérieur) se développe surtout dans le domaine des moyens de production semble paradoxal et constitue, sans aucun doute, une contradiction. C'est une véritable "production pour la production", une extension de la production sans une extension correspondante de la consommation. Mais c'est là une contradiction non de la doctrine mais de la vie réelle ; c'est là précisément une contradiction qui correspond à la nature même du capitalisme […]. Entre la tendance illimitée à élargir la production, tendance propre au capitalisme, et la consommation limitée des masses populaires (limitée en raison de leurs conditions de prolétaires), il existe une contradiction indubitable. » (*Ibidem,* p. 38-39.)

Après avoir cité différents passages typiques du *Capital*, Lénine déclare : « Toutes ces thèses constatent



4. Lénine attirera l'attention, dans l'édition de 1908 de son ouvrage, sur le jugement de Marx (dans les *Théories sur la plus-value*) concernant le caractère sentimental de la critique s'élevant contre le but qu'est « la production pour la production » capitaliste. Marx, dit-il, oppose à cette critique, à juste titre, l'attitude « objective » « stoïque » de Ricardo, considérant avec la « production pour la production », le développement des forces productives par le capitalisme, dont néanmoins le caractère antagonique est décortiqué par Sismondi (*Ibidem, p. 91).*

la contradiction indiquée entre la tendance illimitée à étendre la production et la consommation limitée, et rien de plus. Il n'y a rien de plus absurde que de déduire de ces passages du *Capital* que Marx soi-disant n'admettait pas la possibilité de réaliser la plus-value dans la société capitaliste, qu'il expliquait les crises par la sous-consommation, etc. Dans son analyse de la réalisation Marx a montré qu'en fin de compte la circulation entre capital constant et capital variable est limitée par la consommation individuelle ; mais la même analyse dénote aussi le vrai caractère de cette "limitation" ; elle montre que les objets de consommation jouent dans la formation du marché intérieur un rôle moins important que les moyens de production. » (*Ibidem*, p. 40-41.)

Enfin, Lénine souligne de nouveau, en note, l'erreur, selon lui, de Tougan-Baranowsky, alléguant en 1898 une contradiction entre les livres II et III du *Capital*. Il critiquera de la même façon, « le révisionniste » Edouard Bernstein qui n'a pas manqué l'occasion de déceler une « contradiction » invalidant la cohérence de la théorie de Marx.

À propos du passage du livre III du *Capital* de Marx sur « la raison dernière de toutes les crises véritables […] la consommation limitée des masses », qui contredirait la critique de l'explication des « crises par la sous-consommation », Lénine, dans une note de la 2e édition de son ouvrage de 1908, affirme la validité de deux explications contradictoires des crises, à l'opposé d'une explication unilatérale. Il déclare ainsi : « C'est ce passage que citait le fameux (fameux à la façon d'Erostrate) Éd. Bernstein dans ses *Prémisses du socialisme* (*Die Voraussetzungen*, etc., Stuttg., 1899, p. 67). Bien entendu, notre opportuniste qui tourne le dos au marxisme […] s'empresse de déclarer que c'est là une contradiction dans la théorie des crises de Marx. » (*Ibidem*, p. 40.)

Il avait déjà précisé, évoquant la contradiction entre l'extension du marché par la croissance des moyens de production « jusqu'à un certain point indépendant de l'accroissement de la consommation » et les limites « en dernière analyse » liées à la consommation : « C'est là une contradiction non de la doctrine mais de la vie réelle » (*Ibidem*, p. 26-39). Ce qu'affirme ici Lénine, d'une façon générale, c'est le point de vue non unilatéral et dialectique de Marx, contre Tougan-Baranowsky ou Bernstein, qui ne peuvent comprendre comment la dialectique du mouvement réel tend à être analysée dans la théorie du *Capital*. Bien sûr, l'état d'inachèvement de celui-ci facilite l'opposition des différents éléments de son analyse qui ne sont pas toujours explicitement reliés entre eux. D'où le prétendu dilemme – ou explication sous-consommationniste (unilatérale) – ou pas d'explication du tout par la sous-consommation. On comprend que, dans ces conditions, si beaucoup des disciples de Marx acceptent en principe les contradictions de la réalité économique phénoménale, au niveau de l'explication des crises, ils ne veulent voir qu'une seule cause. Soulignons, par ailleurs, que Lénine ne fournit pas une analyse d'un processus d'ensemble des crises reliant expressément les deux aspects des analyses de tendance unilatérale, dont il se contente d'affirmer le dualisme contradictoire correspondant à la réalité objective.

Il convient de rappeler que non seulement avant Marx mais après lui, chez les non-marxistes comme chez les marxistes, les tendances à l'explication unilatérale vont dominer. Et même les efforts de dépassements seront en règle générale insuffisants, dualistes dans les meilleurs cas. On peut néanmoins comparer la position à laquelle aboutit Lénine aux conceptions ultérieures unilatérales comme celles typiquement sous-consommationnistes, par exemple, d'une disciple de Marx comme Rosa Luxemburg pour ne pas parler d'autres théoriciens. C'est l'affirmation tranchée très nette du point de vue dualiste, sinon dialectique, par Lénine, dans *Le Développement du capitalisme en Russie*, qui peut mettre sur la voie de l'interprétation dialectique de la théorie marxiste de la suraccumulation.

Cependant, l'objet de Lénine n'est pas ici directement la théorie de la suraccumulation, ni le problème concret des crises. Son objet reste centré sur le développement du capitalisme en Russie. Et même, il ne considère à l'intérieur de ce développement, que la question de la formation du marché intérieur (préface à la 1re édition, *Ibidem*, p. 5). Si l'essentiel de son important ouvrage est une étude concrète fondée sur un très riche matériel statistique, l'introduction théorique ne concerne que le problème de la réalisation, du point de vue de la formation du marché intérieur pour le développement du capitalisme, ainsi que la réfutation des erreurs des économistes populistes ou de Tougan-Baranowsky sur cette question. Aussi, tout en affirmant un point de vue de type dialectique dans la théorie de la réalisation (contre les populistes, les « marxistes légaux » et les « révisionnistes ») – point de vue qui serait au centre de la théorie de la suraccumulation du capital – Lénine n'analyse pas le processus de la suraccumulation lui-même.

Dans son exposé sur la réalisation, il met l'accent sur la critique des erreurs de Smith par Marx, concernant le rôle du capital constant ou des moyens matériels de production. Il insiste sur le fait que les économistes populistes « ramènent tout le problème de la réalisation du produit à la réalisation de la plus-value, s'imaginant sans doute que la réalisation du capital constant n'offre pas de difficulté » (*Ibidem*, p. 24).

Or, affirme-t-il, de façon suggestive pour la théorie de la suraccumulation : « La difficulté en expliquant la réalisation c'est d'expliquer précisément la réalisation du capital constant […]. Si le produit qui compense la partie constante du capital consiste en objets de consommation […] il faut qu'il y ait échange entre la subdivision de la production sociale qui fabrique les moyens de production et celle qui fabrique les objets de consommation. C'est là justement toute la difficulté que nos économistes ne remarquent pas. » *(Ibidem,* p. 24.)

Néanmoins, encore une fois, son objet central n'est pas d'étudier comment surgissent périodiquement des limites à la réalisation du capital dans les crises et comment elles sont surmontées de façon précaire. Son but est de montrer comment la réalisation du capital constant ou des moyens

On pourrait aussi citer la comparaison entre Ricardo et Sismondi faite par Marx dans ses *Théories sur la plus-value*. « Ricardo conçoit […] la production capitaliste comme la forme absolue de la production […] Sismondi a le sentiment profond que la production capitaliste se contredit […] Il ressent notamment la contradiction fondamentale : d'une part, développement sans entraves des forces productives ; d'autre part […] limitation de la masse des productions aux *necessaries* (biens nécessaires) […] les crises ne sont pas chez lui fortuites, comme chez Ricardo, mais sont à grande échelle et à des périodes déterminées, des explosions essentielles des contradictions immanentes. » (*Théories sur la plus-value*, Éditions sociales, 1976, t. III, p. 58.)

de production est possible en règle générale et en particulier au cours du processus du développement du capitalisme à l'intérieur d'un pays arriéré comme la Russie, processus certes entrecoupé de crises et approfondissant les contradictions du capitalisme.

Il est révélateur qu'utilisant le texte clef du chapitre sur la suraccumulation du livre III du *Capital*, concernant les limites des conditions de la production et des conditions de la réalisation, Lénine ne se réfère qu'à la partie concernant les conditions de réalisation, laissant volontairement de côté l'analyse que Marx y fait des limites de la production même de la plus-value (*Ibidem*, p. 39). Cependant, même dans le cadre de son objet théorique central limité, indirectement la position non unilatérale de l'explication de l'accumulation et de la suraccumulation, est indiquée. Et il doit évoquer expressément les questions des crises et de la surproduction générale. ■■■

Communisme, un mot à protéger

Anicet Le Pors*

Le présent texte est une contribution d'Anicet Le Pors publiée en 2008 et placée sur son blog : <http://anicetlepors.blog.lemonde.fr/>. L'intérêt du propos pour notre dossier sur le centenaire de la révolution soviétique et sa commémoration est évident, et son rappel dans le débat du moment est utile. Nous remercions vivement Anicet Le Pors de nous autoriser à publier son texte.

« Le même mot brille un jour d'un immense espoir et n'émet un autre jour que des rayons de mort », a écrit Vaclav Havel. Ainsi en est-il de « communisme ». Certains soutiendront que cette pensée sanctionne définitivement l'épopée communiste du XX^e^ siècle. Mais ne pourrait-elle pas fonder, à l'inverse, une perspective réaliste pour le XXI^e^ siècle ? Dans ce cas, l'abandon du mot ne serait qu'un opportunisme doublé d'une erreur politique.

Un mot qui subit son passé

En réalité personne n'a jamais soutenu avoir édifié le communisme où que ce soit. Il était mis en perspective d'une représentation séquentielle de l'histoire enchaînant : féodalisme-capitalisme-socialisme-communisme sur la base d'un matérialisme historique à prétention scientifique. Si cette vision a pu sembler se matérialiser dans les pays dits du « socialisme réel », le mouvement communiste n'a jamais constitué un ensemble homogène dans son essor comme dans son déclin. Il n'en subsiste que des formations politiques dénaturées ou marginalisées et le plus souvent discréditées. Ainsi, pour s'en tenir au Parti communiste français (PCF), les fonctions identitaires que lui reconnaissait Georges Lavau (tribunitienne, consulaire, auxquelles j'ai ajouté : théoricienne) se sont délitées au fil du temps pour ne laisser subsister qu'un groupe désordonné et sans idées.

Pour autant on peut reconnaître au mouvement communiste une novation importante : le refus de la fatalité de l'exploitation capitaliste, une posture prométhéenne dans l'invention de l'avenir. On doit à Marx une synthèse magistrale des premières analyses des économistes classiques, une présentation pédagogique de la valeur, une claire identification de la force de travail, un exposé vigoureux des mécanismes de l'accumulation du capital et de l'exploitation capitaliste rendue possible par la propriété privée du capital. Si certaines de ces catégories ne sont plus réductibles aux conceptions d'origine, on ne saurait contester qu'elles gardent, sur une base élargie, une grande pertinence.

* Ancien minitre communiste du gouvernement Mauroy de 1981 à 1983 et ancien membre du Comité central du PCF.



La contribution des économistes du PCF a été particulièrement intéressante avec la caractérisation de la phase du capitalisme monopoliste d'État (CME) et le mécanisme de suraccumulation-dévalorisation comme version moderne de la baisse tendancielle du taux de profit.

Il reste que ce qui s'est réclamé du communisme a nourri une conception dévoyée du pouvoir politique. Certes, ne perdons pas de vue le rôle positif joué par les communistes dans les combats majeurs du siècle dernier contre le nazisme et le colonialisme, dans l'animation des luttes revendicatives pour le progrès social, l'aide aux plus faibles, la gestion municipale. Mais la conception léniniste de conquête du pouvoir était fondée sur une succession de sophismes que la vie a dénoncés : les intérêts du peuple portés par la classe ouvrière conduite par son avant-garde révolutionnaire, le Parti communiste dirigé par un collectif réputé détenir science et lucidité. Cette construction dogmatique (dictature du prolétariat, avant-garde révolutionnaire, centralisme démocratique) nourrissait un messianisme fondant la légitimité de directions autocratiques. Dans de telles conditions, l'homme nouveau, le citoyen des temps modernes, ne pouvait émerger.

L'« en commun » à l'ordre du jour

Le paradoxe est que les expériences qui se sont réclamées du communisme se sont effondrées au moment même où s'affirme la communauté de destin du genre humain avec une intensité sans précédent dans son histoire. C'est d'abord la conséquence des évolutions qui se produisent dans sa base matérielle. Il y a bien sûr la mondialisation du capital qui entraîne celle de l'exploitation capitaliste à une échelle inconnue jusque-là. Mais il y a aussi l'expérience toute nouvelle de la finitude de la planète qui nourrit l'exigence d'une réflexion inédite sur sa survie. Évoquons encore bien d'autres éléments qui participent de cette globalisation : la coopération culturelle et scientifique, le développement d'Internet, la prolifération de milliers d'ONG, l'importance croissante du droit international, etc. De nouvelles solidarités se constituent pour traiter et résoudre de grandes questions comme la solution pacifique des conflits, la lutte contre la faim, les catastrophes naturelles, les épidémies, etc.

La généralisation des problèmes appelle une réflexion sur la production conjointe de valeurs à vocation universelle à partir des singularités des États-nations. C'est dans ce mouvement de convergence-différenciation que peuvent progressivement se forger les dimensions transnationales des citoyennetés aujourd'hui à base essentiellement nationale. L'idéologie des droits de l'homme qui a envahi la sphère qu'occupaient précédemment les grandes idéologies (théorie néoclassique, État-providence, marxisme) en est une manifestation positive, mais elle est insuffisante car elle ne produit pas de sens. Comme le souligne Marcel Gauchet, l'idéologie des droits de l'homme, a-historique, fonctionnant sur la base de l'indignation spontanée immédiate, combinée au pouvoir médiatique, s'inscrit dans une autorégulation des rapports sociaux qui n'est pas sans analogie avec celle du marché dans la sphère économique ; il analyse l'avènement de la démocratie dans un mouvement pluriséculaire d'affranchissement du religieux dont les expériences communistes n'ont pas su, elles-mêmes, se préserver.

Le siècle qui s'ouvre pourrait ainsi donner sens à une notion d'intérêt général qui prendrait appui sur la globalisation des bases matérielles et la convergence des valeurs. Ainsi, contre le développement capitaliste inégal et l'exacerbation des rapports de forces, la gestion des ressources naturelles du sol et du sous-sol, de nombreuses activités de production et de services, diverses coopérations administratives, scientifiques et culturelles devraient constituer un « en commun » identifié avec une certaine précision, justiciable de services publics organisés au niveau international, voire mondial. Des notions comme celles de « patrimoine commun de l'humanité », de « destination universelle des biens » (Vatican II, *Gaudium et Spes*) pourraient faire du XXI^e^ siècle l'« âge d'or » des services publics.

Communisme : un mot pour demain

Comment passer du siècle prométhéen à la nouvelle civilisation de l'« en commun » ? La situation actuelle est de transition, de décomposition sociale profonde caractérisée par une perte de repères qu'expliquent diverses causes : relativisation des États-nations, dénaturation de la notion de classe, bouleversements spatiaux, évolution rapide des mœurs et – peut-être surtout – effondrement des grandes idéologies messianiques. Or, pour analyser le présent et explorer l'avenir nous ne disposons que des outils intellectuels du passé. De nombreuses recherches spécialisées existent, mais elles ne constituent pas, pour le moment, un corpus théorique opérationnel. Comprendre la nature du moment historique où

nous sommes, les contradictions qui siègent dans la décomposition, est à la fois le moyen de conjurer l'avènement des monstres et de préparer les meilleures conditions d'investissements progressistes.

La crise sociale présente l'avantage particulier, en contradiction avec la période antérieure, de renvoyer la responsabilité politique vers l'individu, alors que, jusqu'à présent, la délégation de pouvoir était le mode le plus général d'exercice de la citoyenneté. C'est désormais au citoyen qu'il revient, dans un monde complexe et peu intelligible, d'exprimer des choix qui l'identifient comme sujet de droit et acteur politique, de se doter de ce que l'on pourrait considérer comme un véritable « génome de citoyenneté ». Alors que le mouvement communiste prétendait au siècle dernier déduire l'« homme nouveau » de sa problématique, la question qui se posera à partir des affirmations individuelles des citoyennes et des citoyens sera plutôt de savoir comment dégager de la multiplicité des engagements individuels des centralités efficaces permettant l'avènement d'un « en commun » souhaitable qui pourrait se dire « communisme ». Avant toute construction globale, plutôt que de s'enliser dans la recherche stérile de stratégies d'alliances entre formations politiques exténuées, une première réponse pourrait consister à reconstruire une identité différenciée sur sept questions fondamentales et à engager sur cette base les lourds travaux qu'elles impliquent : service public, appropriation sociale, institutions démocratiques, citoyenneté rénovée, statut du travail salarié, accueil responsable des étrangers, mondialisation universaliste. Une telle démarche pourrait demeurer ordonnée et rythmée par l'idée d'une rupture qualitative marquant l'étape intermédiaire d'une nouvelle cohérence, celle d'une société socialiste.

Si le mouvement communiste du XX^e^ siècle a été chargé d'erreurs et de fautes graves, il a été aussi marqué par l'abnégation et le courage d'innombrables communistes qui, en tout état de cause, méritent le respect. Il convient de tirer les enseignements du siècle passé et de poursuivre la réflexion dans les conditions de l'ère nouvelle. La conviction exprimée, l'hypothèse faite ici, est qu'aucun autre mot ne pourra mieux que « communisme » dire au XXI^e^ siècle le primat de la raison et l'espérance du genre humain. Dans ces temps ingrats, il faut donc le protéger.

Note : En contrepoint on rappellera cette pensée du philosophe Jean-Luc Nancy pour son humour non dénué de lucidité : « communisme, est le nom archaïque d'une idée encore toute entière à venir ; quand elle sera là, elle ne portera pas ce nom ».

Le marché : un impensé paradoxal de la gauche de transformation sociale

Alain Beitone

Le discours ordinaire de la critique sociale repose souvent sur une contestation morale du marché. Il y a lieu de penser qu'on ne peut s'en tenir à cette indignation et à cette condamnation morale. Les savoirs nécessaires pour penser le marché et sa critique existent. Ce sont des savoirs vivants qui montrent une grande capacité à faire évoluer les analyses en fonction des expériences historiques. Le problème central est celui de la faible diffusion de ces savoirs, en particulier dans le milieu militant. Il y gagnerait pourtant.

Introduction

Dans le discours ordinaire de la critique sociale, la contestation du marché (voire de la « dictature du marché ») est omniprésente. Qu'il s'agisse de contester la mondialisation (le règne du « marché total » écrit le juriste Alain Supiot en titre d'un livre par ailleurs remarquable), le chômage, les dégâts environnementaux, les atteintes aux services publics (victimes de la marchandisation), etc., le marché est remis en cause. Cette critique du marché est

« La gauche doit aller au-delà de cette alternative traditionnelle : marché ou État. »

Paul Boccara,
L'Humanité, 17 octobre 2008

« Les leçons tirées de l'histoire du XX^e^ siècle, surtout celles de ses échecs, permettent de distinguer, sur le plan théorique, capitalisme et marché, et d'envisager, sur le plan politique, le dépassement du capitalisme sans pour autant renoncer aux avantages du marché et de la monnaie. »

Jean-Marie Harribey,
La Richesse, la valeur et l'inestimable, Les liens qui libèrent,
2013, p. 293-294.

« Tant que nous ne vivons pas dans une société communiste pleinement développée, caractérisée par l'abondance, c'est-à-dire la satisfaction des besoins courants de biens matériels et de services (élasticité de la demande nulle ou négative), les problèmes économiques restent fondamentalement des problèmes d'allocation des ressources rares. »

Ernest Mandel,
« Plan ou marché : la Troisième voie », *Critique communiste*, n° 106-107, 1991.

souvent articulée à une critique du libéralisme, du capitalisme, parfois même de l'analyse économique en général. C'est ainsi que pour Jean-Claude Michéa les termes « principes libéraux » ou « principes capitalistes » sont « des expressions synonymes » (2006, p. 29). Plus loin (p. 33) il soutient que les termes « capitaliste », « libéral » ou « économique » sont « parfaitement synonymes »[1].

Cette dénonciation, souvent moralisante, du marché est une façon de dénoncer l'état des choses existant. Et, de fait, qu'il s'agisse des salariés victimes de licenciements collectifs au nom de « la loi du marché », des paysans victimes des fluctuations de prix agricoles, du dysfonctionnement massif du marché des quotas d'émission de gaz à effet de serre, de l'instabilité provoquée par la libre circulation des capitaux, de l'instabilité du marché des changes, de l'incapacité du marché du logement à offrir un toit aux sans-abri, des méfaits de l'extension des marchés scolaires, etc., les causes d'indignation ne manquent pas.

Pourtant, il y a lieu de penser qu'on ne peut s'en tenir à cette indignation et à cette condamnation morale et cela pour au moins deux raisons :

– Les critiques mal fondées théoriquement et parfois contradictoires risquent de manquer leur cible et de passer à côté des véritables enjeux de la transformation sociale (Faut-il rappeler que c'est la gauche qui a été à l'origine du mouvement des « radios libres » et qui a obtenu la fin du monopole d'État sur la radiodiffusion en France ? Ce combat était à l'époque considéré comme émancipateur. On en attendait le développement d'un réseau de radios associatives. Il n'en reste plus grand-chose et ce sont les radios privées liées à des groupes capitalistes puissants qui dominent aujourd'hui le marché de la radio et de la télévision).

– La crédibilité d'un projet de société alternatif a de bonne chance d'être très faible si ce projet repose sur des propositions manifestement hors de portée et/ou dont les effets risquent d'être néfastes. Évidemment intervient ici le bilan des économies centralement planifiées qui ont prétendu se passer du marché. Ce n'est pas une expérience historique particulière qui est en question, mais la vision même de ce que devait être le fonctionnement d'une économie socialiste. Lénine considérait que le modèle de ce fonctionnement était donné par la poste impériale allemande, c'est-à-dire un fonctionnement centralisé, organisé, rationnel s'opposant à l'anarchie du marché. Mais cette vision pose problème comme l'a noté, parmi bien d'autres, Daniel Bensaïd (2007). Il rappelle que pour Lénine, la société socialiste sera comme « un seul bureau » ou « un seul atelier ». Il s'agira donc de procéder à « l'administration des choses ». Dans cette perspective il s'agit de mettre en œuvre « une simple technologie de gestion du social, où l'abondance postulée dispenserait d'établir des priorités, de débattre de choix, de faire vivre la politique comme espace de pluralité ». Cette vision, souligne Bensaïd, conduit à une évacuation du politique. Il ajoute : « Comme c'est souvent le cas, une telle utopie, en apparence libertaire, se retourne en utopie autoritaire. »

Le paradoxe, c'est que les savoirs nécessaires pour penser cette question existent, comme le montrent les travaux cités dans ce texte. De plus, ce sont des savoirs vivants qui montrent une grande capacité à faire évoluer les analyses en fonction des expériences historiques. Le problème central est celui de la faible diffusion de ces savoirs. Les analyses théoriques, les travaux historiques, irriguent de façon très insuffisante l'activité militante quotidienne. Lorsque Thomas Coutrot écrit *Le Marché n'est pas le diable* (Coutrot, 2005, p. 208), il a raison. Mais cette formule, et les analyses qui la fondent, sont-elles suffisamment prises au sérieux dans les milieux militants ?

Quelle alternative au marché ? Un débat ancien

Le problème central de toute société est celui de la coordination de l'activité de ses membres. Il n'est donc pas surprenant que les sciences sociales placent (de façon plus ou moins explicite) cette question de la coordination au centre de leur réflexion.

Le paradoxe, c'est que, tout au long de son histoire, le mouvement ouvrier n'a pas cessé de débattre de la question du marché et du plan. L'un des premiers textes

est celui de l'italien Enrico Barone : « Le ministre de la Production dans un État socialiste » (1908) [2]. Un débat va dès lors opposer les économistes qui considèrent que le calcul économique et la gestion rationnelle des ressources sont possibles dans une économie sans propriété privée et avec planification (par exemple Oskar Lange) et les économistes autrichiens (notamment Ludwig von Mises et Friedrich Hayek) qui affirment que le calcul économique rationnel est impossible dès lors qu'il n'existe pas un marché des facteurs de production. Boukharine rédige en 1914 un livre consacré à la critique de l'analyse économique marginaliste (*L'Économie politique du rentier*)[3]. Le débat se développe bien sûr après la Révolution d'octobre et au moment de la NEP (Nouvelle politique économique, conduite en Russie de 1921 à 1928). Quelle place faut-il laisser aux rapports marchands et donc aux stimulants matériels et à la loi de la valeur et quelle place faut-il accorder à la mobilisation politique et à la contrainte ? Trotsky a défendu, au début des années 1920, la militarisation des syndicats et le recours à des méthodes fondées sur le commandement et la punition pour obtenir que les ouvriers contribuent efficacement au redressement de l'économie[4]. Cette ligne va s'opposer à celle de Boukharine qui préconise qu'on laisse plus de place au marché et à l'initiative individuelle (notamment dans le domaine agricole). Staline soutient Boukharine dans un premier temps pour éliminer Trotsky. Il adoptera ensuite une méthode de planification autoritaire fondée sur le contrôle policier et la collectivisation intégrale de l'agriculture (et il éliminera Boukharine). Les tentatives de réforme en Union soviétique à partir des analyses de E. Liberman[5] (Kerblay 1963) sont aussi l'occasion d'approfondir la réflexion sur la place du marché. Même chose en ce qui concerne le débat à Cuba en 1963-1964 (Mandel 1987 ; Mesa-Lago 1971) [6]. Y participent notamment E. Che Guevara, E. Mandel, Ch. Bettelheim. Mandel s'inquiète d'une « utilisation excessive des mécanismes du marché ». Bettelheim défend pour sa part le respect de la loi de la valeur dans la période de la transition au socialisme. À cette époque Guevara est, de fait, proche des positions chinoises de la Révolution culturelle et Bettelheim est proche des positions soviétiques. Ce dernier évoluera ultérieurement. Débat encore en Chine où les membres de la « bande des Quatre » considèrent que toute concession au marché constitue le fondement du retour au capitalisme. Débats en Europe de l'Est autour de l'autogestion yougoslave, autour de l'expérience polonaise (Wlodzimierz Brus), des réformes hongroises (avec notamment les contributions de l'économiste Janos Kornaï) et tchécoslovaque (Ota Sik)[7]. Ainsi, la revue du Gosplan soviétique publie en 1961 un article de W. Brus intitulé « L'expérience des stimulants matériels en Pologne ». Après avoir soutenu les opposants polonais (notamment Jacek Kuron et Karol Modzlewski les auteurs de la « Lettre au Parti ouvrier unifié polonais » dans laquelle ils proposent une démocratisation de la planification), Brus émigre en Grande-Bretagne et enseigne à Oxford. En 1972, il publie un livre intitulé *The Market in a Socialist Economy* et en 1989, *From Marx to the Market*. Mais toutes ces réformes (outre qu'elles échouent) font l'objet d'un jugement négatif de la part de certains économistes marxistes occidentaux. Par exemple Paul Sweezy écrit : « Les centres de contrôle des entreprises à l'intérieur des entreprises elles-mêmes, la coordination à travers le marché et l'appel aux stimulants matériels constituent trois facteurs qui, considérés dans leur ensemble, rendent inévitable une forte tendance en direction d'un ordre économique qui, quel que soit le nom que l'on peut lui donner, fonctionne de plus en plus comme le capitalisme » (Sweezy et Bettelheim, 1972, p. 6).

L'enjeu central a été posé lors du débat conduit à Cuba dans les années 1960. Selon Mandel (1987), Guevara « s'oppose à toute généralisation abusive des rétributions matérielles car elles créent des effets désagrégateurs sur la conscience des masses ». Il ajoute : « Guevara souhaite éviter que toute la société soit saturée par un climat d'égoïsme et d'obsession pour l'enrichissement individuel. » La conscience socialiste ne peut pas se développer si « le climat social reste dominé par les « stimulants matériels « (le désir de chaque individu d'améliorer son sort individuel). » On voit bien que, derrière ces formulations, ce qui s'exprime c'est une conception du bien (dénonciation de l'égoïsme, de l'argent, de l'individualisme[8], etc.). Or il se trouve que les individus résistent à cette conception du bien. Si on renonce à l'idée de les inciter à adopter les comportements souhaités par des stimulants matériels, il ne reste que deux solutions : la persuasion politique (d'où l'importance de l'*agit prop*, la monopolisation des moyens de communication de masse au service de la « ligne du parti », etc.) ou bien la contrainte. Staline lui-même s'est prononcé en faveur de la persuasion et Mao a expliqué que les « contradictions au sein du peuple » devaient être résolues par le libre débat et la démocratie. On sait ce qui est advenu. Tous les régimes qui se sont réclamés de la transition au socialisme et au communisme ont eu massivement recours à la contrainte (hyper développement de l'appareil répressif, absence d'état de droit, emprisonnements et déportations, exécutions après des procès qui reposaient sur des falsifications grossières, etc.). Pour justifier ce recours à la répression, la justification consiste toujours à considérer que ceux qui expriment des désaccords politiques sont des saboteurs, des espions, des agents de l'étranger, etc. Les trotskystes ont été particulièrement victimes de ce type de discours (les « hitléro-trotskystes »), mais ils n'ont pas été les seuls (les anarchistes en Espagne). Dans le langage de la philosophie politique contemporaine, il s'agit d'une « doctrine compréhensive » particulière. Mais les sociétés modernes sont caractérisées par la pluralité des conceptions du bien. Dès lors la question qui se pose est la suivante : qui, et au nom de quoi, est en mesure d'imposer une conception du bien particulière à l'ensemble des individus ? C'est à cette question que le libéralisme politique apporte une réponse que l'on ne peut pas négliger. Lorsque Michéa condamne d'un même mouvement le libéralisme culturel et le libéralisme économique, cela signifie qu'il entend imposer une conception particulière de la vie « bonne » alors que le libéralisme

1. Dans ce livre publié il y a 15 ans, Michéa dénonce la mystification que constitue selon lui l'idée même de « gauche » et il fait l'éloge du populisme.

2. Dans tout ce texte, les mots « socialiste » ou « socialisme » sont sans rapport avec le parti socialiste français et plus généralement les partis socio-libéraux. Le mot « socialisme » est utilisé au sens de projet de société alternatif au capitalisme (souvent, dans l'histoire du mouvement ouvrier, le socialisme est une phase de transition vers le communisme).

3. À noter que pour écrire son livre, Boukharine a suivi les cours de E. Böhm-Bawerk à Vienne, puis il est allé à Lausanne pour se familiariser avec la pensée de Walras et enfin à New-York pour lire les libéraux américains. À l'époque les intellectuels marxistes s'assuraient de connaître en profondeur les théories qu'ils critiquaient.

culturel admet que les individus peuvent choisir librement, par exemple, leurs pratiques artistiques même si, au même moment, certains membres de la société considèrent qu'il s'agit là d'un « art dégénéré ». En proclamant « toute licence en art », Trotsky se range indiscutablement dans le camp d'un libéralisme culturel.

L'expérience historique confirme que la volonté d'imposer un mode de fonctionnement de l'économie reposant sur la rupture avec le marché n'a pas conduit à une organisation politique reposant sur la démocratie ou sur l'autogestion, mais sur des régimes autoritaires et répressifs. Bien évidemment des économies capitalistes se réclamant du libre jeu du marché ont été des régimes autoritaires (l'Espagne de Franco, le Portugal de Salazar, le Chili de Pinochet, l'Argentine et le Brésil au temps des dictatures militaires). Et on ne saurait oublier le maccarthisme et le recours à l'emprisonnement massif dans les États-Unis actuels. La différence c'est que tous ces régimes ne prétendaient pas avoir une mission émancipatrice et ne prétendaient pas mettre en œuvre la grande utopie socialiste du mouvement ouvrier. Thomas Coutrot écrit : « quand un organisme central dispose de l'énorme pouvoir d'organiser la production à l'échelle de la société, si bien intentionnés soient initialement ses dirigeants, il ne peut que se transformer en instrument de pouvoir d'une bureaucratie » (Coutrot, 2005, p. 198). Il n'est guère surprenant que tout cela pèse dans la conscience collective des citoyens et que cela affecte négativement aujourd'hui les discours en faveur du socialisme et du communisme. Pendant longtemps, les idées socialistes et communistes reposaient sur l'idée d'une société où la contrainte de rareté aurait disparu. La société fonctionnerait selon le principe « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ». Ce principe suppose que chaque membre de la société mobilise au mieux sa force de travail au service de la collectivité et que chaque individu peut utiliser toutes les ressources qu'il juge nécessaires pour satisfaire ses besoins. S'il y a abondance le problème de la répartition est résolu (c'est la « prise au tas »). Pour que les individus décident de travailler de la façon la plus efficace possible alors même qu'ils peuvent satisfaire leurs besoins sans travailler, il faut un niveau très élevé de conscience politique (ou un niveau très élevé de contrainte). Nous savons aujourd'hui que cette perspective de l'abondance est illusoire, ne serait-ce que parce que nous butons contre la contrainte écologique. Le problème de la pluralité des conceptions du bien se pose aussi dans cette perspective. Certains écologistes et/ou décroissantistes plaident pour la « frugalité conviviale » et dénoncent la consommation de produits « futiles » et non « utiles ». Mais la question est bien sûr de savoir qui décide de ce qui est « frugal » ou pas, « futile » ou pas ? Et comment impose-t-on à tous les individus un comportement « frugal » ?

Mais quand les débats sur la place du marché se développent (en Russie dans les années 1920, dans les pays d'Europe de l'Est dans les années 1950-1960, à Cuba en 1963-1964), on est très loin de l'abondance. Certes, l'abondance reste une perspective. Catherine Samary (1997) rappelle que « Mandel associait souvent cet objectif de dépérissement des catégories marchandes au développement de l'abondance ». Mais, même si on espère que le développement des forces productives conduira à l'abondance, il reste qu'à court et moyen terme (et même à long terme comme le montre l'exemple de l'URSS), il faut bien arbitrer entre des usages concurrents des moyens de production. Par exemple le développement prioritaire de l'industrie lourde conduit à un moindre développement des industries légères qui produisent les biens de consommation. Ce n'est pas un hasard si Kuron et Modzelewski proposaient que le peuple se prononce par référendum sur le partage du produit social entre investissement et consommation. Ce n'est pas un hasard non plus si les dirigeants des pays du socialisme réellement existant se sont régulièrement lamentés sur la piètre qualité des biens produits, sur les gaspillages, sur la faible implication des salariés[9], etc. La question qui est posée est donc la suivante : comment doit-on gérer l'économie dans la période qui sépare la rupture avec le capitalisme et le moment où on atteint l'abondance. Quand certains (comme Bettelheim dans les années 1960) proposent de laisser un espace important à la logique marchande et à la loi de la valeur, d'autres (Trotsky, Guevara, Mandel) veulent anticiper sur le développement des forces productives en convertissant la population à une « conscience socialiste ». D'où l'importance, pour eux, des « stimulants moraux » préférés aux stimulants matériels. Mais le résultat absolument général c'est que les sociétés considérées ne sont parvenues ni au développement de la conscience socialiste, ni au développement des forces productives. Une des raisons de cet échec, ce sont les privilèges dont bénéficiaient les membres de l'appareil dirigeant du parti, de l'État et de l'armée : logement, magasins réservés, voitures, accès aux marchandises étrangères, vacances, etc. Ces avantages se sont de plus révélés transmissibles aux enfants des privilégiés qui accédaient aux études, à des postes de direction, etc. L'histoire de Bo Xilaï en Chine (2012) est révélatrice des avantages dont bénéficiaient les « princes rouges » (héritiers des dirigeants historiques du Parti). Bo Xilaï était considéré comme un « néo-maoïste » qui préconisait un retour aux vraies valeurs de la Révolution. Bel exemple de distance entre le discours et les pratiques.

Les modes de coordination des économies : un détour théorique

Les sociétés humaines sont confrontées à un problème central : celui de la coordination des activités de leurs membres. Coordonner des actions, c'est faire en sorte qu'elles soient cohérentes ou au moins compatibles entre elles. Tous les groupes humains, de la famille ou du groupe d'amis jusqu'à la société globale sont confrontés à ce problème.

Il existe quatre types idéaux, au sens où l'entend Max Weber[9], de modes de coordination :

Le mode de coordination communautaire qui repose sur le respect par les membres du groupe des traditions, des normes, des valeurs qui caractérisent le groupe. Les actions des membres du groupe sont cohérentes entre elles dans la mesure où elles sont conformes aux traditions et aux normes. Cela

4. Dans le contexte troublé et très difficile de l'époque, les positions des uns et des autres évoluent. En 1923, Trotsky déclare : « Le marché restera un régulateur de l'économie nationale pour une longue période à venir » (Lewin, 2017, p. 197).

5. Le débat est lancé par la publication dans *La Pravda* d'un article de Liberman intitulé : « Le plan, le profit et la prime ». Liberman et d'autres économistes avaient déjà publié en 1959 dans la revue *Kommunist*, un article intitulé : « Les stimulants économiques de l'exécution du plan dans l'industrie de l'URSS ».

6. Ce débat est important.

7. Voir notamment le débat entre Paul Sweezy et Charles Bettelheim (1972).

8. Michéa (2006) affirme par exemple : « Le socialisme ouvrier se construit donc dès l'origine dans un rapport éminemment critique à la modernité, avant tout son individualisme destructeur. » (p. 48).

9. En 1955, Boulganine (dirigeant

correspond à ce que Durkheim nomme la solidarité mécanique. Dans les systèmes sociaux traditionnels, ce mode de coordination est dominant ; il n'a pas pour autant disparu des sociétés modernes (relations familiales, rôle des traditions et des normes religieuses ou professionnelles par exemple). Mais l'un des traits caractéristiques de la modernité a consisté à faire reculer la part de la coordination communautaire au profit d'une autonomie plus grande des individus. Ce mode de coordination est vertical dans la mesure où les traditions et les normes préexistent aux individus et aux groupes et s'imposent à eux à travers un contrôle social très contraignant dont l'emprise s'étend à toutes les composantes de l'existence individuelle et de la vie sociale (pratiques religieuses, sexuelles, alimentaires, etc.). Aujourd'hui, certains penseurs anti-capitalistes et/ou anti-libéraux en viennent à en appeler à la communauté contre la société moderne. C'est le cas par exemple de J.-C. Michéa (2006) qui écrit : « On voit ainsi que le projet socialiste est philosophiquement porté, à sa naissance, par le désir qu'ont les premiers travailleurs modernes de protéger contre les effets déshumanisants du libéralisme industriel un certain nombre de formes d'existence communautaires (aussi bien urbaines que rurales) dont ils ont perçu intuitivement – et non grâce à une science importée de l'extérieur par de bienveillants tuteurs – qu'elles constituaient l'horizon culturel indépassable de toute vie humaine digne de ce nom » (p. 49). Le mode de coordination coopératif qui repose sur des interactions libres et volontaires entre individus qui cherchent à réaliser un but commun. Tous les membres du groupe délibèrent des objectifs à atteindre, de la façon de combiner leurs efforts et d'en évaluer les résultats. Ce mode de coordination est horizontal, car les participants entretiennent des relations égalitaires.

Le mode de coordination hiérarchique qui repose sur l'autorité exercée par un ou des individus au sein du groupe ou de la société. Le sommet de la hiérarchie dispose du pouvoir de décider de ce qui doit être fait et comment. Ce pouvoir peut reposer sur l'autorité (au sens de Hannah Arendt), sur la persuasion ou sur la contrainte. Dans les économies capitalistes, le pouvoir étatique et le fonctionnement des entreprises[11] reposent sur la hiérarchie. Ce mode de coordination est vertical (puisque le pouvoir appartient aux détenteurs du pouvoir hiérarchique) et centralisé.

Le mode de coordination par le marché qui repose sur la confrontation sur le marché des différents agents économiques dont les offres et les demandes déterminent des prix. Ces prix sont à la fois un vecteur d'information et une procédure d'incitation. Ce mode de coordination est horizontal et décentralisé.

Fondamentalement, le choix politique au niveau de la société globale porte sur l'articulation de ces modes de coordination. Dans la réalité en effet, même si on se limite aux activités économiques, les différents modes de coordination s'articulent entre eux. Prenons la société française aujourd'hui. Une partie de la coordination s'opère bien par le marché (ou plutôt les marchés : de l'immobilier, des fruits et légumes, de l'automobile, etc.). Mais la hiérarchie joue un rôle considérable à la fois à l'intérieur des entreprises et à l'intérieur des administrations. Les logiques communautaires sont aussi présentes à l'intérieur des entreprises (on parle de la « culture d'entreprise ») ou dans les administrations où les normes et les valeurs jouent un rôle important (les valeurs du service public par exemple). Enfin, la coopération joue un rôle essentiel (au moins en principe) au sein de l'économie sociale et solidaire et dans des activités qui s'inscrivent dans la recherche d'une « autre économie » (AMAP, associations caritatives, etc.). Remarquons au passage que les entreprises de l'économie sociale, les AMAP, les Système d'échange locaux (SEL) relèvent en partie de la logique marchande (même si la coordination par la coopération y joue aussi un rôle important).

L'illusion principale consiste à croire que l'on peut avoir recours à un seul mode de coordination. Les libertariens considèrent qu'il faut soumettre toute la société à la coordination marchande (justice privée, monnaies privées, sécurité privée, marché des enfants à adopter, marché des organes pour les greffes, etc.). Réciproquement, pendant longtemps (et dans une certaine mesure aujourd'hui encore) les défenseurs du socialisme et du communisme considèrent que toute la société doit être coordonnée de façon hiérarchique (d'où la référence au modèle de la poste allemande et à l'idée de l'économie constituée d'un seul atelier). La planification centralisée suppose que le planificateur central donne des instructions à toutes les unités de production (les biens à produire, la quantité à produire, les entreprises ou magasins auxquels livrer la production, les prix auxquels les biens doivent être facturés, etc.) ce qui conduit, en principe, à la gestion la plus rationnelle possible de l'économie.

Il faut revenir de façon un peu plus précise sur la coordination marchande. Il y a beaucoup de débats sur l'émergence des activités marchandes, mais il est clair que ces activités ont été au départ des activités qui permettaient de s'émanciper progressivement des contraintes communautaires de la société féodale. Les « francs bourgeois » étaient des marchands et des artisans qui s'étaient regroupés dans des bourgs et qui avaient racheté les droits féodaux (ils étaient donc affranchis de ces droits). On pourrait multiplier les exemples, les esclaves qui fuyaient le Sud esclavagiste pouvaient vendre librement leur force de travail sur le marché du travail au Nord (et Marx soutenait évidemment Lincoln lors de la Guerre de Sécession). Thomas Coutrot cite Diane Elson pour qui les rapports marchands sont « une protection de la liberté individuelle et un rempart contre la tyrannie personnalisée » (citée par Coutrot, 2005, p. 209). La meilleure analyse (et de très loin) de la coordination marchande est fournie par Marx dans le livre I du *Capital*. Pour lui, ce qui caractérise une économie marchande, c'est le fait que la production est réalisée par des producteurs qui prennent leurs décisions indépendamment les uns des autres. Ce sont, dit Marx, des « travaux privés »[12]. Les biens produits sont le résultat de la mise en œuvre du travail concret des producteurs. De ce fait, ces biens ne peuvent pas être échangés puisque les goûts des consommateurs et les travaux concrets des différents

soviétique important après la mort de Staline) déclarait : « les travailleurs de l'industrie ont perdu le sens des responsabilités » (cité par Kerblay, 1963, p. 302).

10. Un type idéal n'est pas une composante de la réalité, c'est un « tableau de pensée » construit par le chercheur pour rendre le réel intelligible, en accentuant unilatéralement (selon la formule de Max Weber) les traits de la réalité que l'on juge significatifs.

11. C'est l'économiste (orthodoxe) Ronald Coase qui introduit dans un article paru en 1937 (« *The Nature of the Firm* ») la distinction entre le marché et la firme (cette dernière obéissant en son sein à la coordination hiérarchique).

12. Non pas au sens juridique (opposé à « public ») mais au sens de travaux individuels.

13. L'historienne Laurence Fontaine (2014) prend notamment l'exemple des femmes pour présenter le marché comme une « conquête sociale ».

14. Dans les années 1980, on lance en URSS une

producteurs sont hétérogènes et qu'on ne peut donc pas établir sur ces bases de rapports d'échange entre les biens. C'est le marché et la monnaie qui permettent de passer du travail concret au travail abstrait, de la valeur d'usage à la valeur d'échange. Marx écrit : « En général, des objets d'utilité ne deviennent des marchandises que parce qu'ils sont des produits de travaux privés, exécutés indépendamment les uns des autres. L'ensemble de ces travaux privés forme le travail social. Comme les producteurs n'entrent socialement en contact que par l'échange de leurs produits, ce n'est que par l'échange que s'affirment d'abord les caractères sociaux de leurs travaux privés » (Marx, *Le Capital*, livre I, 1867/1965, p. 606). Le marché et la monnaie sont donc deux institutions qui permettent la socialisation des travaux privés et cela sans qu'il soit besoin qu'existe une coordination préalable, qu'elle soit de type communautaire ou de type hiérarchique. Marx distingue d'ailleurs les relations marchandes et l'économie médiévale : « Au lieu de l'homme indépendant, nous trouvons ici tout le monde dépendant, serfs et seigneurs, vassaux et suzerains, laïques et clercs. Cette dépendance personnelle caractérise aussi bien les rapports sociaux de production matérielle que toutes les autres sphères de la vie auxquelles elle sert de fondement » (idem, p. 611). Individus indépendants dans la société marchande, dépendance personnelle dans la société féodale. Une occasion de rappeler que le marché a aussi un caractère émancipateur. Lorsque le 13 juillet 1965, en France, les femmes obtiennent le droit de travailler et le droit d'ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de leur mari, elles entrent librement sur le marché du travail et sur le marché des services financiers. Mais c'est indiscutablement un recul de la dépendance personnelle et un progrès dans l'accès des femmes à un statut indépendant[13].

Si l'on refuse la socialisation des travaux privés par la monnaie et le marché, il ne reste que deux solutions : soit on renonce aux travaux privés (donc indépendants) et on adopte une logique communautaire, soit on assure la socialisation par la hiérarchie, donc par la contrainte.

Beaucoup de penseurs communistes et socialistes ont considéré que ce problème était facile à résoudre. Comme le rappelle Catherine Samary (1997), Ernest Mandel pensait que le travail était directement social dans la planification. Mais l'histoire montre qu'il n'en a jamais été ainsi. Une part importante du travail social potentiellement disponible était utilisée de façon très inefficiente[14] ou affectée à des tâches qui ne contribuaient pas à la satisfaction des besoins sociaux. Par exemple, dans son livre *Devant la guerre*, C. Castoriadis (1981) a montré qu'il existait au sein de l'économie soviétique un secteur très efficace et très efficient : le secteur de l'armement. Les ouvriers et les ingénieurs les mieux formés y travaillent, ils sont mieux payés, ils ont accès à des magasins spéciaux pour se procurer les biens de consommation, etc. Ils ont donc une productivité plus élevée et ils produisent des biens dont la qualité permet de faire jeu égal avec les armements occidentaux. De même, dans sa controverse avec Alec Nove[15], Mandel affirmait la nécessité de mettre en œuvre « un modèle radical de socialisme sans argent ». Mais la disparition de la monnaie[16] suppose que toute la coordination des activités économiques soit hiérarchique ou communautaire. Certes Mandel évoque « l'auto-organisation directe sans le détour du marché ». Mais imaginer que chaque décision relative à la production[17] doit reposer sur une délibération démocratique et une décision majoritaire ou par consensus c'est accepter qu'un temps démesuré soit consacré à cette prise de décision[18]. De plus cette idée de soumettre à des assemblées générales délibératives toutes les décisions de coordination, suppose une très grande capacité des individus à s'impliquer dans la vie civique (au détriment de leur vie privée). De nombreux exemples montrent au contraire des phénomènes d'épuisement de l'implication démocratique qui conduit à la confiscation du pouvoir par des minorités actives et/ou des structures bureaucratiques.

Ces éléments d'analyse conduisent à deux conclusions importantes :

– Il ne faut pas confondre marché et capitalisme. D'autant moins que le capitalisme (comme le faisait déjà remarquer Adam Smith) cherche par tous les moyens à se soustraire à la contrainte du marché. Il faut donc distinguer soigneusement le dépassement du capitalisme et le dépassement du marché.

> « On peut donner une place accrue à l'économie sociale et solidaire (qui opère dans le secteur marchand). Mais on sait qu'aujourd'hui une part de ce secteur s'est éloignée de sa logique initiale. »

campagne pour l'économie du pain. En dépit des importations massives de céréales en provenance des États-Unis et du Canada notamment, il y a des pénuries chroniques de pain alors que la quasi-gratuité de ce bien avait été présentée comme la preuve de la réalisation du socialisme.

15. Spécialiste de l'économie soviétique, Alec Nove publie en 1983 un livre sur le socialisme « réalisable » (ou « praticable »). L'auteur part de la nécessité de construire une alternative au capitalisme, mais sa bonne connaissance de l'économie soviétique le conduit à refuser la perspective d'une économie sans marché et sans monnaie. Le livre a été traduit en français sous le titre *Le socialisme sans Marx*.

16. La monnaie est en effet la réponse institutionnelle à la fragmentation produite par l'échange marchand. Pour une présentation de la monnaie comme rapport social voir Beitone et Rodrigues, 2017.

17. Mandel évoque aussi des assemblées de consommateurs délibérant

– Il faut renoncer à l'idée selon laquelle on pourrait totalement se passer du marché et de la monnaie comme institutions économiques. Le faire c'est nécessairement déboucher sur une soumission totale des individus aux contraintes de leur communauté d'appartenance et/ou au contrôle autoritaire et bureaucratique.

Reste alors à tracer les voies d'un dépassement du capitalisme qui n'implique pas la disparition totale du marché.

Les enjeux politiques : de vrais choix (difficiles)

Le capitalisme est un système économique et social qui, dans son principe, repose sur la mise en valeur du capital et la loi dégagée par Marx : « Accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes ». Cela signifie que l'activité économique a pour finalité la réalisation d'un profit, lequel doit être accumulé pour accroître le stock total de capital… et réaliser plus de profit. Cette logique n'est pas nécessairement marchande : il existe des formes diverses de capitalisme d'État (je ne me prononce pas ici sur la question de savoir si l'ex URSS était un État ouvrier (dégénéré) ou une forme de capitalisme d'État. Mais Lénine en son temps parlait du capitalisme d'État allemand. On peut considérer que les grands monopoles publics mis en place en France en 1945 (EDF-GDF, SNCF, Charbonnages, etc.) relevaient du capitalisme d'État, pour l'essentiel leur activité n'était pas coordonnée dans une logique marchande du fait de leur situation de monopole).

Si on observe les systèmes capitalistes réellement existants[19], on constate qu'ils articulent des principes de fonctionnement différents. Il existe une part non négligeable d'activités non marchandes (domestiques, associatives, étatiques) où la coordination repose sur le principe hiérarchique, le principe communautaire ou le principe coopératif. Il existe, dans un second temps, des activités marchandes non capitalistes (la petite production marchande[20], l'économie sociale et solidaire). Il existe bien sûr un secteur capitaliste marchand (le monde des entreprises privées à but lucratif, grandes, moyennes ou petites). Enfin il existe une sphère d'activités capitalistes soustraites totalement ou partiellement à la logique marchande du fait de la grande taille des entreprises concernées et du pouvoir de marché[21] dont elles disposent. Il est donc totalement erroné de définir les économies actuelles comme des économies de marchés (et encore moins comme des économies de marchés parfaitement concurrentiels). Pour s'en tenir à quelques exemples, faut-il rappeler que plus du tiers des revenus disponibles des ménages en France ne résultent pas d'une répartition de type marchand, mais résultent de la redistribution par l'État. De même, la plupart des entreprises (surtout les grandes) fonctionnent sur la base d'une planification interne et de l'application de règles hiérarchiques. Il en va de même du fonctionnement des administrations et de la production des services publics. Pendant longtemps, la production agricole au sein de la Communauté européenne a reposé sur les prix administrés relevant d'une décision politique et non du libre jeu du marché. Au sein des multinationales, les échanges entre filiales sont réalisés à des prix de transferts décidés par une autorité centrale de l'entreprise dans le but de réaliser une optimisation fiscale. C'est donc un contresens total de critiquer le système économique actuel au nom du fait qu'il reposerait sur la « concurrence libre et non faussée » ou qu'il reposerait sur la théorie pure des économies de marché des économistes néo-classiques. Les économies qui sont aujourd'hui dominées par la logique capitaliste sont au contraire très éloignées de la logique du marché (sinon comment expliquer les processus de centralisation et de concentration du capital ?).

Les choix politiques qui s'offrent aujourd'hui à une stratégie de dépassement du capitalisme consistent à agir sur les frontières entre les différentes sphères d'activités économiques tout en agissant sur les modalités de fonctionnement interne de chaque sphère.

1/On peut faire reculer la sphère capitaliste par divers moyens : nationalisations (mais il faut alors décider du mode de gestion des entreprises nationalisées), taxation du capital et du profit, imposition de contrôle sur les décisions d'investissement des firmes par le développement d'une forme de planification et la mise en place d'un contrôle démocratique des salariés sur les décisions des firmes. Comme l'écrit Thomas Coutrot (2005), il s'agit « d'une restriction progressive des droits du capital : les décisions des investisseurs et des conseils d'administrations seraient immergées de plus en plus complètement dans un tissu de règles et de pressions sociales qui leur imposeraient des orientations plus conformes à l'intérêt général » (p. 193).

2/On peut faire reculer la sphère marchande. Ce qui n'aurait rien de nouveau. Gosta Esping Andersen a développé le concept de « démarchandisation » pour rendre compte notamment du développement de la protection sociale. On peut démarchandiser tout ou partie du logement, de la culture, etc. On peut notamment accroître la redistribution des revenus pour réduire les inégalités et améliorer quantitativement et qualitativement les services publics[22]. On peut développer les structures associatives qui agissent sur des principes non marchands et non capitalistes (actions en faveur de l'environnement, de la solidarité, etc.).

3/On peut donner une place accrue à l'économie sociale et solidaire (qui opère dans le secteur marchand). Mais on sait qu'aujourd'hui une part de ce secteur s'est éloignée de sa logique initiale. D'une part les règles de fonctionnement démocratique sont devenues très formelles. Au point que c'est le président de la République qui peut décider qu'un membre de son cabinet est nommé à la tête du groupe bancaire BPCE (banque relevant pourtant du secteur coopératif). D'autre part, certaines structures de l'ESS contournent leur inspiration initiale en créant des filiales qui ne relèvent pas de l'ESS mais de la logique capitaliste de maximisation du profit. On le voit dans le secteur bancaire et le secteur agricole.

4/Enfin on peut impulser des initiatives qui reposent sur la coopération (dès lors qu'elles sont ouvertes à tous et qu'elles reposent sur une logique territoriale ou professionnelle). Par exemple les AMAP, les budgets participatifs au niveau des quartiers ou des

sur les différents modèles de chaussures qu'il s'agit de produire.

18. Ce point est souligné par Catherine Samary (1997) et par Thomas Coutrot qui écrit : « L'idée de faire voter sur toutes les spécifications techniques des produits et sur les niveaux de consommation des individus est simplement baroque. » (Coutrot, 2005, p. 202).

19. D'où l'importance des travaux sur la variété des capitalismes.

20. Le concept de « petite production marchande » a été construit par Marx pour bien marquer la différence entre activités marchandes et capitalisme.

21. Ce pouvoir de marché peut être conféré par la puissance publique (par exemple lorsque la SEITA disposait du monopole de la commercialisation du tabac en France) ou par l'élimination de la concurrence par les « trusts », « konzerns », « Zaibatsus », etc.

petites communes, des structures d'accueil de la petite enfance, des formes d'habitats coopératifs, des jardins partagés, etc.

Un programme politique alternatif devrait préciser collectivement quelles sont les frontières à déplacer entre ces diverses sphères et comment les déplacer tout en faisant reposer leur fonctionnement sur la démocratie et le respect du bien commun.

Mais tous ces choix font émerger des contradictions sociales. On s'en tiendra à quelques exemples.

La santé repose actuellement (en France) sur une combinaison étroite de la logique étatique (système hospitalier public), de la logique marchande non capitaliste (les mutuelles de la santé), de la logique marchande capitaliste (l'essentiel de l'hospitalisation privée[23], les pharmacies d'officine, les laboratoires pharmaceutiques, les médecins libéraux[24]). Déplacer les frontières serait sans doute politiquement complexe. Les patients, en France, accepteraient mal une étatisation de la médecine de ville (sur le mode du système national de santé anglais). De même la fermeture d'un nombre important de pharmacies mutualistes ne plaide pas pour la collectivisation des pharmacies d'officine. Récemment on a proposé de faire assurer par l'État la couverture de l'intégralité du risque santé. La distinction entre la « part Sécurité sociale » et la « part mutualiste » dans le remboursement des dépenses de santé disparaîtrait. Mais cela signifie la disparition des mutuelles de santé et des milliers d'emplois correspondants. Tous ces salariés vont-ils devenir fonctionnaires ? Et qu'en est-il des salariés du secteur privé capitaliste puisque depuis le début des années 1980 la complémentarité maladie est ouverte aux banques et aux compagnies d'assurance ?

On retrouve le même débat à propos de l'école où le secteur privé non marchand, mais aussi le secteur privé marchand et capitaliste occupent une place importante. Il semble bien que toutes positions sociales et toutes opinions politiques confondues les Français sont attachés à un secteur privé qui apparaît comme un recours face au secteur public[25]. Au-delà des questions proprement scolaires, l'école est un bon exemple du fait que lorsqu'une activité n'est pas soumise à la pression concurrentielle, il faut trouver d'autres procédures qui permettent d'inciter ces institutions à l'efficacité et à l'efficience.

Personne n'envisage sérieusement le retour à un opérateur public unique de la radio et de la télévision. Et il faut se demander pourquoi la logique capitaliste domine à ce point les médias audiovisuels. Les télévisions associatives sont peu visibles (et souvent éphémères). Quant aux « radios libres associatives » leur place reste très faible.

Les entreprises de l'économie sociale se définissent par un double refus de la soumission à l'État et au capital et elles défendent donc la liberté d'acheter et de vendre sur le marché. Pourtant, si on veut lutter contre l'agriculture productiviste et contre la financiarisation de l'économie, il faudra remettre en cause le fonctionnement actuel d'une grande partie de la mutualité agricole et du secteur bancaire relevant de l'économie sociale.

Si l'on veut réguler la production agricole et en même temps respecter le principe de l'agriculture familiale (formule consacrée dans le débat français), comment faire en sorte que l'activité des agriculteurs soit conforme à l'intérêt général de la société ? Faut-il instaurer de vastes fermes d'État ? Faut-il revenir à un pilotage par les prix ? Faut-il réglementer les quantités produites ? Faut-il réglementer les techniques de production mises en œuvre ? Comment contrôler l'application des règles éventuellement mises en place ?, etc.

Proclamer que « l'eau est bien commun » ne résout pas tous les problèmes. Faut-il « municipaliser » l'eau ? Pourquoi pas ! Mais on a dans l'histoire de nombreux exemples de services municipaux de l'eau ou de sociétés d'économie mixte dont le service était écologiquement et socialement calamiteux. Par ailleurs, il faut décider de règles du partage de l'eau. Faut-il arroser les golfs en Provence en été ? Faut-il arroser les champs de maïs ? Faut-il fournir tout ou partie de l'eau gratuitement ? Qui gère le traitement de l'eau distribuée, l'entretien du réseau et l'assainissement des eaux usées ? Qui supporte les coûts correspondants ? On a de bonnes raisons de penser que la logique du capital appliquée à la gestion de l'eau a des effets négatifs. Mais quel mode de gestion alternatif propose-t-on ? La simple nationalisation de Véolia (peut-être nécessaire) ne suffira pas à résoudre les problèmes si l'entreprise nationalisée continue à fonctionner selon ses modalités antérieures.

Faire reculer la part des logiques (partiellement distinctes) capitalistes et marchandes ne conduira pas simplement à se heurter à une poignée de très riches ou à une poignée de « grands monopoles ». Cela conduira à des contradictions sociales fortes. Il faudra donc les gérer dans un cadre démocratique. Il faudra aussi proposer des modalités de fonctionnement des institutions non marchandes permettant de faire en sorte qu'elles soient au service du bien commun (et pas seulement de l'intérêt particulier de leurs membres ou de leurs dirigeants).

Il y a là un ensemble de questions difficiles qui doivent être discutées très largement si on veut que cela débouche sur une prise de décision démocratique éclairée. Et surtout si l'on veut surmonter les contradictions sociales qui ne manqueront pas de naître dès lors qu'on voudra modifier de façon significative les modes de coordination de l'activité économique et soustraire une part croissante de cette activité économique à la logique du capital.

Ce qui semble certain en tout cas c'est que, même en changeant radicalement le fonctionnement de l'économie pour satisfaire à la fois des exigences de justice sociale (accès égalitaire aux biens et aux services) et les exigences écologiques, on ne pourra se passer ni du marché, ni de la monnaie.

Conclusion

Cette question du débat sur le marché est l'occasion de rappeler deux points essentiels.

1/Il existe une masse considérable de savoirs qui ont été produits dans des contextes universitaires et/ou militants. Mais ces savoirs restent l'apanage d'un nombre restreints de militant.e.s dont beaucoup cumulent des activités militantes et des activités scientifiques (c'est le cas de la plupart des auteurs cités dans ce texte). Ce savoir est peu diffusé parmi les militant.e.s

22. Par exemple mettre en place un vrai service public de la petite enfance, un service public de la dépendance et des services à la personne, etc.

23. Il a existé (et il existe peut-être encore) des cliniques mutualistes, beaucoup ont disparu. Il faudrait se demander pourquoi. Il existe encore des centres de santé ou des centres d'accueil pour personnes âgées gérés selon une logique non capitaliste.

24. Il faudrait affiner. Certains médecins libéraux relèvent sans doute de la petite production marchande, d'autres (par exemple les biologistes ou les radiologues qui possèdent des cabinets importants, ou encore les médecins et chirurgiens libéraux qui possèdent des parts de cliniques privées) relèvent indiscutablement de la logique capitaliste.

et moins encore parmi les citoyen. ne. s (même ceux qui s'investissent dans la vie publique). Cette non transmission du savoir accumulé a un impact politique important : les vrais enjeux politiques ne sont que faiblement perçus et les discours militants reposent souvent sur des conceptions simplistes et caricaturales (donc peu susceptibles de convaincre). Comment expliquer cette non transmission ? D'une part les structures de formation militantes sont très affaiblies (on pense aux « écoles » du PCF, aux structures de formation de la IVe Internationale, etc.). D'autre part, les mouvements de la gauche alternative ont été fortement contaminés par une idéologie post-moderne au sein de laquelle tous les discours se valent, où les « sachants » sont stigmatisés, où tout relève de l'opinion et de l'expression par chacun de ses sentiments personnels.

2/Si l'on veut être politiquement efficace, il faut articuler en permanence les questions concrètes les plus immédiates et les analyses théoriques. Par exemple, la question du marché est très concrète pour les salariés qui reprennent leur entreprise sous forme de coopérative pour sauvegarder l'emploi (pensons à l'exemple récent des Fralibs). S'ils parviennent à obtenir cette reprise de l'entreprise, les salariés doivent alors vendre leur production sur le marché, ils doivent faire des choix d'investissement, ils doivent gérer le fonctionnement de l'entreprise au quotidien (rôle de la hiérarchie et de la coopération, choix des modes de rémunérations, etc.). Ce sont donc toutes et tous les militant.e.s et plus largement toutes et tous les citoyen-ne-s qui doivent s'emparer des savoirs théoriques pour les mettre en œuvre dans leur pratique. Et pas seulement à propos du marché.

25. Pourtant, il a été solidement montré qu'au niveau global les « marchés scolaires » accroissent les inégalités de scolarisation et d'apprentissage.

Bibliographie

– Andréani T. (2001), « Le socialisme de marché : problèmes et modélisations », in Bidet J. et Kouvélakis E. (2001), *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF/Actuel Marx. Disponible en ligne : <http://hussonet.free.fr/socmar2.pdf>.

– Beitone A. et Rodrigues Ch. (2017), *Économie monétaire*, Armand Colin, coll. « Cursus ».

– Bensaid D. (2007), *L'État, la démocratie et la révolution : retour sur Lénine et 1917*. <http://danielbensaid.org/L-Etat-la-democratie-et-la>.

– Brus Wlodzimierz (1986), *Histoire économique de l'Europe de l'Est (1945-1985)*, La Découverte.

– Castoriadis C. (1981), *Devant la guerre*, Fayard.

– Coutrot Th. (2005), *Démocratie contre capitalisme*, La Dispute.

– Fontaine L. (2014), *Le Marché. Histoire et usage d'une conquête sociale*, Gallimard.

– Kerblay B. (1963), « Les propositions de Liberman pour un projet de réforme de l'entreprise en URSS », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 4, n° 3 (p. 301-311).

– Kornaï Janos (1986), *Socialisme et économie de la pénurie*, Economica (1re édition anglaise : *Economic of Shortage*, 1980).

– Lewin M. (2017), *Russie/URSS/Russie (1917-1991)*, Éditions Syllepse.

– Mandel E. (1987), *Le Grand débat économique*, Cuba, 1963-1964 [en ligne] <http://www.ernestmandel.org/new/ecrits/article/le-grand-debat-economique-cuba>. (Ce texte est paru en 1987 dans un recueil de textes publié par M. Löwy. Sur le site, la date initiale de publication n'est pas indiquée, mais il date vraisemblablement de la fin des années 1960.)

– Mandel E. (1991), « Plan ou marché : la Troisième voie », *Critique communiste*, n° 106-107.

– Marx (1965), *Œuvres. Économie*, NRF, Bibliothèque de La Pléiade.

– Mesa-Logo C. (1971), « Le débat socialiste sur les stimulants économiques et moraux à Cuba », *Annales ESC*, n° 2 (p. 434-455) <http://www.persee.fr/docAsPDF/ahess_0395-2649_1971_num_26_2_422368.pdf>.

– Michéa J.-C. (2006), *Impasse Adam Smith. Brèves remarques sur l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche*, Flammarion, coll. « Champs » (1re édition, Climats, 2002).

– Nove Alec (1983), *Le Socialisme sans Marx. L'économie du socialisme réalisable*, Economica.

– Samary C. (1997), « Les conceptions d'Ernest Mandel sur la question de la transition au socialisme » [en ligne] <https://www.ernestmandel.org/fr/surlavie/txt/samary.htm>.

– Sik Ota (1974), *La Troisième voie. La théorie marxiste-léniniste et la société industrielle*, Gallimard (1re édition anglaise 1972).

– Supiot A. (2010), *L'Esprit de Philadelphie. La justice sociale face au marché total*, Seuil.

– Sweezy P. et Bettelheim Ch. (1972), *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, Maspero, coll. « PCM » (1re édition, 1970).



Les multinationales dans la révolution informationnelle : le défi communiste de réseaux de partage non capitalistes

Frédéric Boccara

Le marxisme a une longue tradition d'analyse des firmes multinationales. Mais celles-ci ont longtemps été prises de façon peu spécifique et réductrice par l'angle de la dénonciation du pillage national et des monopoles, avec comme réponse principale la nationalisation. D'un autre côté, la révolution informationnelle et la tentative – mondiale – d'y répondre avec les privatisations par la constitution, à partir des services publics nationaux, de services publics de réseau privés et mondialisés pose de façon inédite le défi de vrais réseaux mondiaux de partage non capitalistes. À la lumière de l'enjeu planétaire que représentent aujourd'hui les FMN et leur activité, tant objectivement que dans les luttes, le rôle des FMN dans une alternative de société à visée communiste demande aujourd'hui à être ré-examiné.

Le marxisme a une longue tradition d'analyse des firmes multinationales (FMN). On peut bien évidemment citer les travaux de Lénine, ceux de Boukharine, mais aussi ceux de Kautsky et dans une certaine mesure ceux d'Hilferding sur le capital financier.

Mais, en particulier après la seconde guerre mondiale, les entreprises multinationales ont longtemps été prises, dans une certaine tradition marxiste, de façon peu spécifique et réductrice par l'angle de la dénonciation du **pillage national** et des **monopoles**, avec comme réponse principale la **nationalisation**, sans traiter en tant que telle avec ses contradictions la question du réseau productif, financier et commercial mondial que constituaient déjà les FMN. D'ailleurs, on peut noter que Rosa Luxemburg qui a pourtant particulièrement approfondi l'étude de l'internationalisation des économies capitalistes n'a pas abordé la question des FMN, tout du moins du point de vue de l'analyse théorique.

Le besoin de propositions politico-économiques visant les FMN est longtemps resté cantonné à des enjeux liés à ce qui touche au **colonialisme**, ou tout au moins aux dominations nationales. Or, même pour un pays capitaliste développé comme la France, les tentatives de transformation sociale se heurtent frontalement à ce qu'on appelle « **les contraintes internationales** », dans le jeu desquelles les entreprises multinationales et leurs gestions tiennent une place décisive couplée avec la domination du dollar et des États-Unis.

D'un autre côté, la **révolution informationnelle** et la tentative – mondiale – d'y répondre avec les privatisations par la constitution, à partir des services publics nationaux, de services publics de réseau privés et mondialisés (télécoms, énergie, transports, etc.) pose de façon inédite **le défi de vrais réseaux mondiaux** de partage non capitalistes. Plus généralement, le rôle des multinationales sur les biens communs de l'humanité devient de plus en plus frappant, de même que celui qu'elles jouent dans la mondialisation de l'exploitation.

À la lumière de l'enjeu planétaire que représentent aujourd'hui les FMN et leur activité, tant objectivement que dans les luttes, **le rôle des FMN dans une alternative de société à visée communiste** demande aujourd'hui à être ré-examiné, critiqué.

***

Deux ensembles d'objectifs allant de pair ont ainsi longtemps été mis en avant : la nationalisation, l'indépendance nationale.

Nationalisation. Observons tout d'abord que l'objectif, longtemps porté par le mouvement communiste du XX^e^ siècle, de propriété publique (et même étatique) du capital, objectif qui ne

1. Voir par exemple J.-C. Louchart (coord.), *Nouvelles approches des gestions des entreprises*, L'Harmattan, 1995, 174 p.

2. Cf. quelques éléments théoriques et statistiques, quoique dans le format et le vocabulaire dominant, in Frédéric Boccara, « À la recherche de la firme globale – Localisation industrielle et globalisation financière des multinationales », *L'industrie en France et la mondialisation*, Sessi, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, 2005, p. 391-411.

s'applique pas spécifiquement aux FMN en tant que telles, constitue une réduction d'un objectif d'appropriation sociale de l'activité des entreprises, de leurs buts et de leur fonctionnement. Cette appropriation devrait viser aussi et surtout, comme le montrent les travaux de P. Boccara dans les années 1980, **l'appropriation sociale de leur gestion avec de nouveaux critères d'efficacité sociale**[1]. La propriété publique du capital peut être un moyen de cette appropriation sociale des gestions mais, telle quelle, elle laisse entière la question de la gestion et surtout de son contenu et de ses critères, avec le besoin de contester en pratique le rôle central du taux de profit (Profit/Capital) pour la rémunération du capital et pour son accumulation. On la retrouve d'ailleurs sous une forme encore plus suiviste des critères de gestion dominants dans la polarisation d'une certaine tradition marxiste sur un objectif « d'accumulation ».

D'autres critères de gestion que la rentabilité du capital viseraient au contraire l'économie en capital (Valeur ajoutée/Capital), à l'opposé de la baisse du coût du travail, le développement des femmes et des hommes de l'entreprise avec la valeur ajoutée disponible (VAd), la sécurisation de leur emploi et la baisse du temps de travail, le développement des populations des territoires (VAd/population), les coopérations et le partage des informations, l'accroissement des dépenses informationnelles et de formation.

De l'autre côté, la revendication **d'indépendance nationale** constitue une traduction, mais parfois aussi une réduction, de l'enjeu de maîtrise sociale, populaire, de l'économie par les peuples à travers le niveau national. Mais pas uniquement. Elle correspond aussi à une focalisation historique sur des multinationales exploitant des ressources naturelles dans des pays sous-développés (y compris la Russie tsariste). Elle passe à côté du besoin de partage mondialisé, des ressources et des activités productives, de la constitution et du développement de ces ressources, ainsi que du **besoin de réseaux mondiaux non capitalistes**.

Ces deux types de réponses anciennes **renvoient à un certain étatisme** du mouvement communiste tel qu'il s'est développé au XX^e^ siècle et probablement à une vision trop nationale des transformations sociales, de leurs enjeux et de leurs effets.

Mais elles **renvoient aussi à une certaine myopie théorique, voire une impasse sur la spécificité des FMN**, ainsi qu'au fait qu'elles répondent à un besoin objectif de réseaux mondiaux de partage et de coproduction voire de co-activités. Elles passent à côté des transformations actuelles des FMN face à la crise d'efficacité et aux besoins de dépassement de la forme FMN dans la révolution informationnelle. Ces besoins se manifestent :

– bien évidemment dans **le rejet de la domination** des FMN à travers le monde et dans la crise profonde du système économique mondialisé, avec le chômage mondial, l'urbanisation exacerbée, le creusement des inégalités, la mise en cause de la planète elle-même ;

– mais aussi dans **la nouveauté qui se cherche** de l'intérieur même des réponses dites « néo-libérales » que construisent les FMN à travers leurs gestions et à travers toute leur transformation interne et externe, réponses qu'appuient les institutions étatiques et mondiales, avec des constructions originales aux plans commerciaux, monétaires et financiers (libéralisation de tous les mouvements de capitaux et services, appropriation, mise en concurrence exacerbée à travers le monde, délocalisations, financiarisation, OPA-mégafusions, oligopoles semi-coopératifs).

Je propose de considérer que les FMN constituent un réseau de production internationale, d'échanges et de transferts les conjuguant sous un même contrôle financier. Leur pouvoir ne réside pas seulement dans le *monopole* qu'elles ont sur les ressources existantes (notamment naturelles), mais aussi sur le *transfert* de ces ressources et le *monopole de leur usage*. Il réside aussi dans le pouvoir qu'elles détiennent de *création et de mobilisation* de ressources, pour des usages monopolisés[2]. Ce pouvoir, elles l'exercent à l'intérieur de leur périmètre de contrôle, périmètre qui traverse les frontières nationales. Elles l'exercent sur les autres entreprises, par leur poids économique. Elles l'exercent aussi de façon complexe sur les territoires et les États.

Les FMN articulent localisation des activités et globalisation des résultats et des ressources (produites, disponibles ou mobilisées) grâce à leur pouvoir de transfert, *via* les instruments financiers et les technologies informationnelles en s'appuyant sur leur périmètre de contrôle, financier lui-aussi[3]. Cette globalisation des résultats et des ressources peut être vue comme un *feedback* (rétroaction) régulateur, débouchant sur une re-localisation et/ou de nouvelles localisations, régulation pouvant amplifier les biais et contradictions antérieurs. Ce *feedback* est lui-même orienté par la rentabilité, renvoyant au taux de profit capitaliste, critère apprécié subjectivement sur le périmètre du réseau, privé et étroit, de contrôle financier de la FMN.

Cette notion de transfert est décisive pour appréhender la réalité des FMN dans la mesure où :

– La **cohérence de la FMN** lui permet de coupler en son sein les transferts internationaux avec l'activité de production et avec la maîtrise des dépenses de développement du potentiel (investissement, R & D, emploi).

• Cela change les liens entre localisations et développement des territoires, dans la mesure où ces transferts traversent les frontières et où la dite « dérégulation » financière les facilite.

• Des travaux statistiques originaux couplant les statistiques de groupes et les flux individuels de balance des paiements mettent en évidence un couplage étroit et très significatif des activités industrielles et de services avec les activités proprement financières, au sein des mêmes acteurs que constituent les groupes industriels et de services (hors banques et assurances) [4]. Les FMN industrielles et de services constituent des acteurs à part entière sur les marchés financiers.

– Elle est très profondément **intriquée avec la révolution informationnelle**, ses potentiels et ses spécificités. C'est elle qui permet – techniquement – non seulement ces transferts mais aussi la généralisation massive de leur découplage d'avec la circulation des produits matériels et d'avec les territoires

3. Les titres financiers, forme privilégiée pour la construction du contour des FMN, constituent une des formes du capital, très épurée, qui articule très étroitement la double dimension du capital : financière (valeur, financement, droits à revenus) et réelle (pouvoir, contrôle, machines et équipements, droits sur la gestion), dans une forme marchande qui n'est ni capital-argent, ni capital-marchandises (biens de production) mais qui est branchée sur ces deux formes et permet de les articuler étroitement avec le développement des marchés financiers et de la gouvernance financière (les fonds de pension pouvant jouer un rôle disciplinaire complémentaire).

4. Cf. Frédéric Boccara, « À la recherche de la firme globale… », *op. cit.*

en raison de trois propriétés des technologies informationnelles : instantanéité, immatérialité relative de l'information, contrôle centralisé. La centralisation du contrôle qu'elle permet est aussi un élément essentiel qui permet le développement des réseaux de FMN en gardant une certaine maîtrise centralisée. Mais l'innovation et le développement technologique qui vont avec elle nécessitent d'énormes avances pour la R & D avant même de produire, ce qui en fait un des facteurs de la montée des masses financières disponibles contrôlées par les FMN.

• Cela implique, dans les conditions actuelles, que ces transferts et le développement de la révolution informationnelle se renforcent mutuellement.

• Cela pose la question du rôle des services et du commerce international de service. Ceux-ci se situent à cheval entre transferts et production.

– Elle **remet en cause la notion de localisation des coûts**, contrairement aux illusions de certaines théories dominantes et des discours sur l'attractivité ou sur les délocalisations. En particulier, dans ces conditions :

• Les théories américaines contemporaines selon lesquelles les FMN seraient essentiellement un moyen d'amortir un **coût fixe** de capital apparaissent très insuffisantes face au potentiel de « partage » (potentiel de coût et d'usage efficace) qui monte de façon refoulée et sur lequel s'appuient les FMN. Ces théories gomment de plus la contradiction entre : coût fixe de capital financier, dû à l'appropriation et au contrôle dans le périmètre de la FMN, et coût fixe[5] de développement, de création et de mise à disposition des ressources partageables (R & D notamment), avec tous les problèmes de gâchis d'efficacité et de doublons que cette appropriation développe.

• L'organisation en FMN, basée sur le **contrôle financier** (donc le contrôle par le capital et son rendement, notamment actionnarial) enfle démesurément les coûts financiers et du capital. Ils apparaissent comme un enjeu décisif des luttes, à l'instar de ce qu'exprime la revendication générale, bien que malgré tout peu vague, de rejet de « la dictature des actionnaires et des marchés financiers ».

• Le discours sur l'avantage des faibles **coûts salariaux et sociaux** dans les pays sous-développés ou émergents apparaît partiel et biaisé, dans la mesure où il repose sur une localisation pour partie conventionnelle des coûts (celle qui concerne la partie fixe) et ne prend aucunement en compte les coûts salariaux initiaux au Nord, correspondant à du travail très qualifié, indispensable, à fort contenu « informationnel ». C'est bien plutôt de véritables « transferts d'efficacité » au profit des FMN qu'il faudrait parler[6].

– Elle remet en cause la fiction et les illusions des théories dominantes basées exclusivement sur ***l'échange*** de marchandises d'un pays à l'autre (avec circulation d'équivalents monétaires), fiction sur laquelle se base aussi une certaine tradition « hétérodoxe » :

• La focalisation sur le libre-échange comme grille de lecture pour interpréter les flux internationaux de marchandises, alors qu'une part très significative de ceux-ci constituent des transferts intra-firmes (30 à 40 % des échanges de marchandises de pays comme la France, les États-Unis ou le Japon). Or, si on accepte que la notion de transferts est différente de celle d'échange, alors se pose la question des transferts financiers qu'occasionnent ou n'occasionnent pas ces flux de marchandises en contrepartie. Ce n'est pas, par nature, une circulation d'équivalent au sein de la FMN, donc on a une inégalité fondamentale : par quoi est-elle régulée ? à quels instruments d'action cela doit-il renvoyer ?

• Cela amène à remettre en cause la loi ricardienne des avantages comparatifs *entre nations*. En effet, pour la partie des flux internationaux de marchandises réalisés par les FMN on ne peut pas relier directement leurs coûts à des coûts dans les territoires d'où ces marchandises proviennent et il faut considérer ces coûts directement à un niveau « global », celui de la firme prise au niveau mondial.

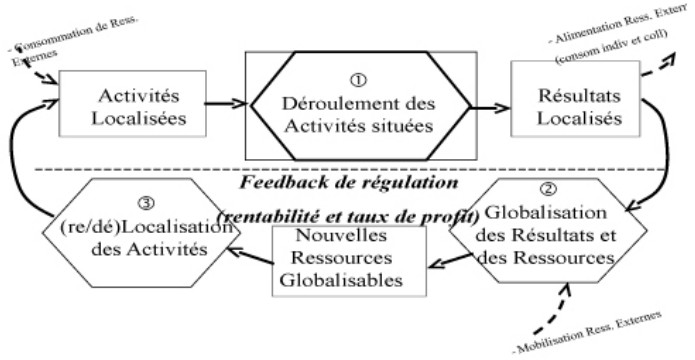
• Les développements ultérieurs néoclassiques, de type Heckscher-Ohlin-Samuelson (HOS), mettant en avant un nécessaire « gain à l'échange international » ne peuvent s'appliquer dans la mesure où les conditions de ces gains ne sont plus réalisées. Cela remet en cause les politiques économiques visant l'élimination des rentes de monopoles en poussant les conditions d'une concurrence internationale la plus intense (« libre et non faussée »), dans la mesure où le surplus lié à la disparition éventuelle de la rente n'a aucune raison de « faire gagner à l'échange » le pays concerné puisque ce surplus peut être transféré librement, y compris

5. Fixe, c'est-à-dire qui ne varie pas, ou très peu, avec la quantité de production.

6. Voir aussi Frédéric Boccara, *Multinational Enterprises and Monetary Policy inside the link between re/delocalisation and employment — Empirical assessment, theoretical renewals and required policies*, miméo, Euroframe, Conférence, Vienne, 2005.

Sur cette notion de transferts d'efficacité, cf. Paul Boccara, « Travaux statistiques sur la crise et son issue » (2e partie), *Issues*, n° 2, 1979-1980.

Schéma interprétatif



par les règles de facturation des échanges internes à la FMN.

• La focalisation d'une certaine tradition marxiste sur le monopole des ressources naturelles par les FMN est largement insuffisante dans la mesure où ce qui apparaît décisif en matière de ressources et de territoires, plus que la « rente » (statique) qui leur est liée, c'est la constitution de ces ressources, leur développement et leur partage y compris à un niveau international.

• Bien plutôt que la question d'une « rente » internationale, qu'il faudrait soit réduire par la concurrence, soit contrôler par des étatisations nationales, se posent deux questions : (a) celle d'un surplus dynamique (au lieu d'une rente statique et proportionnelle) dépendant de l'étendue du périmètre de partage des ressources utilisées jusqu'au plan international ; (b) celle de son utilisation en vue, ou non, d'un développement des ressources humaines et informationnelles, facteur clé d'efficacité.

D'où les questions clés des critères de gestion, des formes institutionnelles de partage, des avances financières pour le développement des ressources humaines et des ressources informationnelles (les deux se renforçant).

À travers les FMN se pose ainsi en réalité la question des **biens communs de l'humanité** (notamment ressources naturelles alimentaires, énergétiques, ou minérales, connaissance scientifique, technologie, monnaie, etc.) et celle de **réseaux de mise en commun mondiaux** au lieu de leur appropriation, répondant aux défis de dépassement des maîtrises nationales partielles et biaisées du CME sous l'hégémonie américaine et du dollar, en crise depuis la fin des années 1960.

***

Cela a plusieurs **implications/interpellations** pour la pensée communiste et la transformation sociale :

– retravailler sur la **forme FMN** (et la forme entreprise), avec l'objectif de permettre :

• **d'autres critères de gestion** poussant le partage mais aussi le développement des ressources humaines et informationnelles dans les territoires ;

• l'émancipation des **marchés financiers** mondialisés, ;

• d'autres types de **pouvoirs** sur les activités et les gestions des FMN, par les salariés et les populations, y compris de pouvoirs multinationalisés, appuyés sur des ressources culturelles et financières, ainsi que sur des services publics nouveaux.

– articuler les questions de **l'organisation des échanges mondiaux et de nouvelles règles des échanges mondiaux et de la concurrence sur les marchés des produits (type OMC) aux questions de la production**, de la création, du partage et de la circulation des ressources[7] :

• en réalité monte le besoin d'au moins deux principes : un principe de concurrence et un principe de partage ;

• et le besoin d'organiser la relation entre ces deux principes pour un but d'efficacité sociale mondiale de développement durable, partagé et maîtrisé et non de rentabilité du capital.

• articulation entre OMC-FMI, Banque mondiale-ONU-Institutions zonales.

– les **institutions financières et monétaires** (banques, banques centrales, FMI, monnaies nationales, zonales comme l'euro, mondiale comme le dollar) constituent un élément clé d'alternative, dans la mesure où elles jouent un rôle central :

• dans l'orientation et la régulation des transferts de ressources, *via* les vecteurs financiers et informationnels que constitue la domination (voire le monopole) des transferts financier et informationnels par le capital et sa logique de rentabilité (soit par contrôle financier « classique », soit par contrôle informationnel[8]) ;

• dans le financement de la constitution de ces mêmes ressources et des biens publics mondiaux.

– Cela fait saillir le rôle clé :

• **d'un crédit mondial sélectif** (et non baissé de façon uniforme et aveugle, suiviste en réalité du capital financier) maîtrisé en concertation par les intéressés favorisant (a) le développement de l'emploi et de la formation, et sa sécurisation, (b) le développement des populations dans les territoires (c) les coopérations et le partages de recherches.

• d'une **réforme très profonde des institutions financières**, nationales, zonales (BCE, par exemple) et mondiales (FMI, BRI, banque mondiale), dans le sens de cette sélectivité et donc tout à la fois d'une démocratisation radicale (droits de tirages étendus jusqu'aux principaux intéressés) et d'un lien nouveau aux entreprises et à leurs gestions, c'est-à-dire un lien nouveau au contenu de la croissance et à l'offre.

• **d'une monnaie commune mondiale**, au lieu de la domination par le dollar des États-Unis monnaie unique mondiale, et permettant une **création monétaire concertée et orientée de façon consciente et mieux maîtrisée** au service des peuples et de leur besoin : le développement sécurisé de l'emploi, de la formation, et des biens communs mondiaux. ■■■

7. Y compris informationnelles, cf. tous les débats autour de la libéralisation des services et des droits de propriété intellectuelle.

8. Voir toutes les théories nouvelles sur le contrôle informationnel et/ou économe en capital, mais sous domination actionnariale capitaliste, développées notamment par Fligstein.

Le discours sur l'avantage des faibles coûts salariaux et sociaux dans les pays sous-développés ou émergents apparaît partiel et biaisé, dans la mesure où il repose sur une localisation pour partie conventionnelle des coûts (celle qui concerne la partie fixe) et ne prend aucunement en compte les coûts salariaux initiaux au Nord, correspondant à du travail très qualifié, indispensable, à fort contenu « informationnel »

Notre révolution

Igor Zamichéi

Cent ans après la révolution de 1917 et à quelques années de son propre centenaire, le PCF vient d'adopter une feuille de route fixant pour objectif à notre Congrès extraordinaire de « penser notre propre révolution, celle qui nous amènera à être « le Parti communiste dont la société française d'aujourd'hui a besoin ». Les chantiers de travail étant définis, l'enjeu est désormais de préciser les problèmes auxquels notre organisation est confrontée.

La principale révolution à conduire pour notre parti est de reconstituer sa capacité à faire vivre, en France et dans le monde, une voie communiste au XXIe siècle en opposition à la voie capitaliste actuelle.

Cela suppose d'abord de rompre avec une posture défensive qui accrédite la rhétorique dominante de la disqualification du communisme par l'échec des régimes qui s'en sont réclamé. Cette posture défensive nous a aussi trop longtemps exonéré-e-s d'une véritable réflexion sur les mécanismes de luttes de classes au sein même du bloc soviétique. Cela nous obligera, enfin, à analyser en quoi ces régimes ont précisément trahi l'idée communiste. Dans le même élan, nous devons apprendre à anticiper les problèmes. Force est de constater que nous subissons les évolutions du capitalisme alors que la clé pour initier son dépassement est de les anticiper. Pour cela, nous devons approfondir notre analyse des contradictions de la phase actuelle de son développement qui vont s'exacerber dans les décennies à venir.

L'accumulation de richesses par une minorité – sans précédent dans l'histoire humaine comme en témoigne le fait que 8 individus possèdent autant que 3,5 milliards d'êtres humains – enraye la capacité du système à intégrer de nouveaux propriétaires. La promesse capitaliste de prospérité de chacun-e par la propriété privée va donc être de plus en plus contrariée par cette accumulation, rendant plus criante son incapacité à répondre aux besoins sociaux de l'immense majorité de l'humanité. Cette contradiction est d'autant plus exploitable que ces inégalités sont constatées à l'échelle mondiale mais également à une échelle nationale, dans un nombre grandissant d'États. La France, championne d'Europe de la distribution de dividendes, fait partie des pays où les inégalités progressent à très grande vitesse.

Deuxièmement, alors que 15 000 scientifiques issus de 184 pays viennent à nouveau de nous alerter, nous devons prendre la mesure de l'importance de la question écologique pour une voie communiste du XXIe siècle. Le changement climatique qui menace à terme l'existence même de notre planète est le plus grand et le plus profond échec du développement capitaliste. L'opposition entre croissance capitaliste et survie de la planète est une contradiction extrêmement puissante car elle peut nous permettre de remettre en cause, au nom de l'intérêt général humain, le dogme de la rentabilité comme seul critère de production. L'irruption de la nécessité écologique de rompre avec ce mode de production s'ajoute ainsi à la démonstration frappante de la faillite sociale du système. De l'aiguisement de ces deux premières contradictions découle donc l'exigence conjointe d'imposer des critères sociaux et des critères écologiques à la production.

Une troisième contradiction majeure du capitalisme actuel tient au fait que l'utilisation capitaliste de la révolution informationnelle d'une part précarise le travail humain jusqu'au phénomène d'ubérisation et d'autre part accélère son incapacité à valoriser la force de travail alors même que c'est là aussi une promesse du capitalisme. Cette contradiction a donné lieu à de nombreuses analyses des économistes communistes dans cette revue et conduit à la proposition du dispositif de Sécurité emploi formation. J'insiste sur l'actualité et la pertinence de cette analyse à l'heure des récentes avancées de l'intelligence artificielle qui vont aggraver à grande vitesse cette contradiction dans les années à venir. Le chômage et la précarité vont concerner un nombre croissant d'individus jusqu'aux plus qualifiés. Cette contradiction met déjà au cœur du débat public la question du sens du travail et de l'épanouissement personnel. À nous de lier ces questionnements aux enjeux qui les déterminent : la question de l'utilisation des gains de productivité, des salaires, de la place du travail dans la société, de la formation à des métiers de plus en plus qualifiés et tant d'autres… afin de porter l'ambition d'une nouvelle civilisation du travail émancipé et du temps libéré par une extension de la logique de la sécurité sociale à la notion de travail.

Rendre crédible une voie communiste au XXIe siècle nécessite la relance d'un nouvel internationalisme[1] qui réactive la lutte de classes en actualisant les enjeux de la propriété des moyens de produc-

1. L'affirmation de la nécessité d'un nouvel internationalisme demande un long développement impossible ici mais constatons simplement que toute tentative de cantonner la voie communiste au cadre national perd immédiatement en crédibilité devant le caractère mondialisé du capitalisme.

tions à la lumière de ces contradictions car, dans les décennies à venir, elles vont de plus en plus structurer le quotidien de millions de nos concitoyen-ne-s. En outre, les systèmes de domination que sont le patriarcat, le racisme et l'antisémitisme se renforçant avec le développement du capitalisme et le renforçant lui-même, cette réactivation de la lutte de classes doit s'accompagner de la relance de mouvements féministes, de lutte contre le racisme et l'antisémitisme à l'échelle mondiale[2].

Une fois cette ambition posée vient immédiatement la question de la stratégie révolutionnaire qui l'accompagne. Cette question stratégique est d'autant plus incontournable qu'aucun mouvement ces dernières décennies à l'échelle mondiale n'a permis une inversion significative du rapport de force. Aucun mouvement, des fronts de forces politiques comme le Front de gauche, Podemos ou la France insoumise, des mouvements citoyens comme « Occupy Wall Street » ou « Nuit debout » jusqu'aux mouvements qualifiés de révolutions, ceux du printemps arabe, n'a permis de déboucher sur des avancées idéologiques et sociales majeures. Tout porte à croire que l'échec de ces mouvements vient de la faiblesse d'une intervention populaire durable, consciente de ses intérêts communs.

Aussi, la deuxième révolution que le PCF doit engager est celle du développement d'une conscience de classe dans les nouvelles conditions du marché du travail en France.

Depuis une trentaine d'années, nous avons progressivement cessé de considérer la classe ouvrière comme l'agent révolutionnaire unique, principalement devant la diminution de son poids dans la population active et de sa fragmentation affaiblissant sa conscience de classe. Or, cela pose d'importants problèmes. D'une part, cela nous a conduits à l'effacer quasi totalement de notre discours, contribuant ainsi à l'invisibilité politique à laquelle le capitalisme la condamne. D'autre part, nous n'avons pas théorisé qui étaient, avec elle, les autres agents révolutionnaires disponibles et comment travailler à leur unité.

Le salariat représentant l'immense majorité de la population active (88 %) et l'affaiblissement de la classe ouvrière s'étant principalement traduit par une montée d'autres catégories de salarié-e-s, on doit se demander à quelles conditions tout ou partie du salariat peut être une classe révolutionnaire. Regardons rapidement le tableau d'ensemble. On peut distinguer en son sein : un salariat subalterne, partageant des tâches usantes et une organisation subie du temps de travail dans les usines, les bureaux, les magasins ou les domiciles des particuliers, qui subit un chômage de masse et une précarisation multiforme, composé de 21 % d'ouvrier-ère-s, 27 % d'employé.e.s (14 millions de personnes en tout) ; un salariat intermédiaire, c'est-à-dire les catégories intermédiaires qui représentent 24 % de tout le salariat (7 millions), 15 % de cadres et professions intellectuelles supérieures salariées (4 millions). En approfondissant l'analyse, on se rend compte que ce découpage en lui-même mérite débat car il y a des inégalités internes à chacune de ces trois catégories d'autant plus intéressantes qu'elles peuvent permettre un rapprochement entre elles. Le discours généraliste actuel du PCF ne permet pas de s'adresser à ces salarié.e.s et encore moins de les unir. Un exemple : 76 % des employés, plus de cinq millions donc, sont des femmes et notre adresse politique en leur direction se fait principalement au masculin. Elles partagent en outre avec un million d'ouvrières bas salaires, intrication du travail domestique et salarié, temps partiel subi, carrières incomplètes, harcèlement au travail mais nous traitons rarement de ces situations concrètes qui en l'occurrence constituent un facteur d'unité de ces femmes aux métiers différents. Enfin, malgré le poids écrasant du salariat, notre analyse ne devrait pas totalement s'y limiter car le nombre de petits indépendant.e.s « ubérisé.e.s » progresse et des rapprochements existent entre leur condition et celle du salariat subalterne.

Voilà de quoi nous devrions parler prioritairement lorsque nous parlons de stratégie de rassemblement. Or aujourd'hui, dans la parole publique comme dans notre débat interne au PCF, on confond régulièrement stratégie de rassemblement et tactique d'alliances électorales. Tous les rassemblements nationaux que nous avons tentés ces dernières années jusqu'à ceux de la dernière séquence électorale ont pâti du manque d'intervention des travailleurs-euses et de la conscience de leurs intérêts communs.

Ces deux révolutions me paraissent essentielles pour atteindre nos objectifs politiques. Elles en appellent une troisième qui sera également au cœur de notre congrès, celle de notre organisation, qui mériterait à elle seule un article, et dont l'un des enjeux à ne pas sousestimer sera d'être plus efficace dans notre intervention sur les lieux de travail. ■■■

2. Il est à noter que le mouvement le plus fort de l'année 2017 est probablement le mouvement féministe initié par la Women's March suite à l'élection de Trump, les mouvements de femmes en Asie et en Amérique latine, et le récent mouvement découlant de l'affaire Weinstein.

